

UNIVERSITÄT
DUISBURG
ESSEN

1^{er} MAI : MANIFESTATION - 10 h 30 - Plce DE LA BASTILLE

T2137-441-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 441 JEUDI 22 AVRIL 1982 6,00 F

ILS RASSURENT LES PATRONS ET MUSELLENT LES TRAVAILLEURS

MITTERRAND, MAUROY, DEFFERRE CAPITULENT DEVANT LE MUR
D'ARGENT



F.P. 2520

Liste et permanences des groupes de la F.A.

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YEURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES-ROCHEFORT
 CÔTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 FINISTÈRE : BREST
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HÉRAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRÉ-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 LOIRE-ATLANTIQUE : GROUPE NANTAIS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS
 ORNE : FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
 HAUTE-GARONNE : GROUPE RÉGION TOULOUSAIN
 RHÔNE : LYON
 PUY-DE-DÔME : CLERMONT-FERRAND
 SARTHE : LE MANS
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hélin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin.
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Jura.
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Nord Seine-et-Marne, Maule.
 OUEST : Bégard, Quimper, Pont-Audemer, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême.
 CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Saumur.
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban Périgueux, Tournon.
 RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry.
 CORSE : Ajaccio, Corte.
 LA RÉUNION : liaison anarchiste
 GUADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES DES GROUPES

Groupe d'Evreux : permanence les derniers samedis de chaque mois, de 14 h 30 à 16 h, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27 000 Evreux.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe Jules Durand/l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinial c/o BP 7, 80330 Longueau.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
 Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaud, tous les jeudis de 19 à 20 h.
 Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
 Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
 Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlioux (tél. (23).80.17.09).
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.
 Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.
 Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11^e (M^o République) - tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Depuis le début de l'année, le groupe anarchiste Albert Camus de Toulouse mène une campagne pour la gratuité des bus. Nous essayons de sensibiliser les usagers aux problèmes graves que soulèvent les transports publics dans notre ville. Pour l'instant, nous avons utilisé tous les moyens classiques de propagande : affichage, tracts, bombages.

Maintenant, nous envisageons des actions plus originales et si possible plus spectaculaires. Nous appelons donc tous les anarchistes de Toulouse et de la région à nous aider. Nous avons besoin de gens disponibles. La lutte continue. Pour tout contact : dimanche matin au marché St-Severin, près de la Bourse du travail.

• Le groupe d'Evreux tiendra dorénavant ses permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h 30 à 16 h, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux). Une permanence antimilitariste aura également lieu à la même date et au même moment.

Des livres sur l'anarchisme, ainsi que *Cavales insoumises*, le dernier livre d'Alvis de Recherche, sont en vente à la permanence et à la librairie Dubois-Deshayes, rue Chartraîne à Evreux.

• Le groupe « Les temps nouveaux » de la Fédération anarchiste signale à l'intention des sympathisants de la Fédération et aux lecteurs du *Monde libertaire* de Brest et de la région qu'il tient une permanence et une vente du *Monde libertaire* le 3^e samedi du mois, de 10 à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien. La groupe tient également chaque mercredi, au restaurant universitaire de Kergoat, une table de presse, une vente du *Monde libertaire* de 12 h à 14 h.

• Jusqu'au 30 mai : certains numéros de la revue *La Rue*, éditée par le groupe Louise Michel sont en vente à la librairie Publico, 145, rue Amélot, Paris 11^e, au prix promotionnel de 6 F le numéro et de 25 F les cinq numéros. Il s'agit des numéros 7, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 21. Frais d'envoi : 20% de la commande. Le n° 31 du premier trimestre 1982 est en vente au prix de 25 F.

• Le groupe anarchiste de Limoges assure une table de vente, place de la République, de 15 h à 18 h, tous les samedis.

CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : *Un an de pouvoir socialiste : le bilan, les propositions anarchistes*, le vendredi 7 mai à 20 h 30, au Centre culturel de Chelles.

1^{er} MAI À TOULON

Le groupe Région toulonnaise appelle à un rassemblement à 10 heures, place de la Liberté à Toulon.

Rédaction-Administration
 145, rue Amélot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

ROUEN

Le groupe FA de Rouen organise une réunion publique sur le thème : *Les prisons*, avec Serge Livrozet, le 24 avril à 14 h 30, à la Halle-aux-Toiles.

TOULON

Le groupe région toulonnaise organise dimanche 25 avril, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une conférence-débat sur le thème : *L'armée, pour quoi faire ?* Avec la participation de Léo Champion.

EVREUX

Le groupe d'Evreux organise un meeting sur l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, le samedi 1^{er} mai, à 14 h 30, Maison des associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux).

MOULINS

Face à l'armée, une soirée d'information suivie d'un débat sur l'objection et l'insoumission aura lieu le jeudi 29 avril 1982 à l'université populaire, salle A Sarrazin à Moulins, à 20 h 30. Cette soirée est organisée par l'Association pour la culture libertaire et y participeront des représentants de l'UPF, de la Libre Pensée et un représentant FA du groupe de Moulins.

MARSEILLE

Le groupe de Marseille organise le samedi 1^{er} mai un débat sur le thème suivant : *Petite histoire de l'armée*. Soyez présents dès 14 heures au local du groupe, 3, rue Fontaine de Caylus, dans le Panier.

LA ROCHELLE

Le groupe M. Bakounine (Maresnes-Rochefort-La Rochelle) organise une réunion-débat sur le thème : *Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale*, le mercredi 5 mai à 21 h, Maison municipale des jeunes, rue Amélot.

Vous pourrez également écouter le groupe M. Bakounine le 4 mai de 18 h 30 à 19 h, sur Radio-La Rochelle sur 92 MHz.

ANGERS

Le groupe Elysée Reclus d'Angers organise deux soirées publiques : le vendredi 23 avril à 20 h 30, *La révolution espagnole*, avec le montage audio-visuel « Espagne 36 », à la Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers ; et le mercredi 5 mai à 20 h 30 : *Face à l'Etat et au patronat : l'autogestion*, avec la participation de Maurice Joyeux, à la salle CAD, 2 rue Garnier à Angers.

A noter que le jeudi 6 mai Maurice Joyeux participera à une table ronde sur l'autogestion, à Radio-Gribouille-Angers, sur 95,15 MHz.

Sommaire

PAGE 2

Activités des groupes FA

PAGE 3

En bref

Amis lecteurs

Editorial

Provocations fascistes

PAGE 4

CFDT...

Un plongeur nommé « Tremplin »

Les fonctionnaires...

PAGE 5

Le nucléaire tue

L'Ordre des médecins

PAGE 6

« Sécurité et Liberté »

PAGE 7

Algérie...

PAGE 8

Le Japon

PAGE 9

Informations internationales

PAGE 10

Lettres de Gallo

PAGE 11

Festival de Bourges

Livres, spectacles...

PAGE 12

Mitterrand, Mauroy, Defferre...

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amélot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref... en bref...

• Le CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme) vous invite cordialement à participer à une conférence le mardi 27 avril, à 19 h, avec Léo Campion qui traitera de :
« Un précurseur de l'anarchisme : Le Marquis de Sade ».
Adresse du CIRA : 5, rue des Convalescents, Marseille 1^{er}.

• Pour lire différemment : Alençon-Echange est une association loi 1901. Elle propose un restaurant associatif et autogéré, ainsi qu'une bibliothèque. La bibliothèque fonctionne sans contrôle et gratuitement. Les personnes empruntent les livres et les ramènent une fois lus. Ils invitent toute personne séduite par ce projet à leur envoyer des livres libertaires pour agrandir leurs rayons. D'autres seront les bienvenus : Alençon-Echange-Bibliothèque, 22, rue de la Faye des Vignes, 61000 Alençon, au nom de Roland Caré.

• L'Union locale de Paris CNT organise une projection-débat sur le thème : la nouvelle stratégie patronale. Avec la projection d'un film de Mordilhat et Philibert : *La voix de son maître*. Projection le samedi 24 avril à 15 h 30, au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e. Participation aux frais : 12 francs.

• Le Tiers-Monde, avec ses 15 millions d'enfants morts de malnutrition et de manque d'hygiène, continue lui aussi sa course aux armements. L'Inde, bien placé dans les PMA (Pays les moins avancés), pour ce qui est de la surpopulation, vient de trouver une méthode contraceptive de premier ordre : l'achat, pour 1983, de 150 Mirages 2 000 à la France. De quoi réjouir les militants communistes.

Le jeudi 29 avril aura lieu un colloque-débat à la librairie du Monde libertaire, avec Georges Balkanski, auteur de *L'Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie* paru dans la collection Volonté anarchiste, à 19 h.

• Un livre est publié et rédigé grâce à un mouvement de citoyens japonais : il s'agit de *Hiroshima-Nagasaki, une chronique photographique de la destruction atomique*. Il est publié en cinq langues (anglais, espagnol, allemand et français). Pour l'obtenir, envoyer 20 dollars US à : Hiroshima-Nagasaki, publishing Committee, Heiwa-Kaikan, 1-4-9 Shiba Minato-Ku, Tokyo 105, Japon.

• Dimanche 2 mai, au 33, rue des Vignoles, au centre confédéral de la CNT. Le matin : conférence sur les relations humaines dans l'anarchisme, par Gerardo Jacas. L'après-midi, entre autres chanteurs, Paco Ibanez sera présent.

• Le CNAL (Comité d'action laïque) organise le 9 mai 1982, au Parc des Expositions du Bourget, une manifestation autour du thème : « Liberté, laïcité ». Cette fête regroupera beaucoup de chanteurs et musiciens. Entre autres : Béranger, J.-R. Caussimon, Anna Prunclan, Francis Lemarque, Roger Siffer, etc.

• Le 37^e congrès de l'Union des travailleurs espérantistes des pays de langue française s'est tenu près de Lyon les 10 et 12 avril 1982. Entre autres résolutions adoptées, il demande que les radios locales et autres médias introduisent des rubriques et/ou des cours d'espéranto en vue de l'année 1983, proclamée Année internationale de la communication par l'Assemblée générale de l'ONU. Que cette langue nationale rentre comme langue à option dans l'enseignement éducatif.

AMIS LECTEURS

C E mois, nous avons pu recueillir, grâce à vos souscriptions et virements automatiques, la somme de 9 010 francs. Soutenir *Le Monde libertaire* à 12 pages, ce jeune de 13 numéros, c'est également permettre une nouvelle évolution à un journal centenaire, puisque digne héritier du titre créé par Louise Michel et Sébastien Faure. Lui assurer une assise financière, c'est maintenir, haute et forte, la voix des anarchistes, celle de la révolte consciente pour la transformation de notre société et la révolution sociale.

Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

Souscriptions
et virements automatiques

SOUSCRIPTIONS :

SANCHEZ Diaz 80 F, PUBLICO 150 F, VARQUEZ Jérôme 30 F, LEBBAD Karima 50 F, FRAPPA Jean 200 F, PLANAS C. 150 F, RIBEYRON 100 F, Gr. LA FERTÉ-MACÉ-FLERS 40 F, NOYON Claude 70 F, KREMPF Chantal 50 F, BORIES François 100 F, Gr. FRESNES-ANTONY 50 F, FOISON Christian 180 F, ALIX Hugues 50 F, VAQUÉ-MARTI 100 F, PEPE Pasquale 50 F, BORROZ Fedele 150 F, MAGNAT Guy 50 F, BERISSET Gilles 50 F, ROSSEL WALLY 50 F, LE ROUX Jacques 50 F, GARRAMBOIS Michel 300 F, CHAPEYROU Pierre 130 F, DEBARO Roger 50 F, MILLOT Guy 40 F, COATRINE Alain 40 F, PUBLICO 200 F, TEYSSIER Daniel 20 F, MENOUX Jean 50 F, DELABORDE Daniel 50 F, ASSANTE Emmanuel 50 F, LEMASLE René 30 F, Anonyme 30 F, BIERNACKI Franck 50 F, TEYSSIER Daniel 20 F, Noël et Denise 20 F, BAZIN Pascal 100 F, QUILLÈVERE François 100 F, HAAG 100 F, CAYUELA-AGUILAR 50 F, TRINQUET Jean-Michel 50 F, BLANC Marguerite 50 F, LOUVER Charles 50 F, BERTHOU Joël 50 F, LARSEN Claude 250 F, LE BIDEAU Jean 50 F, URSOT Jean-Claude, 650 F.

VIREMENT AUTOMATIQUES :

Gr. D'AUBENAS 200 F, Liaison ANIZY 100 F, BRUNET Jean-Marie 50 F, LEGUEN Alain 50 F, Gr. FRESNES-ANTONY 300 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, Gr. SACCO-VANZETTI 550 F, Gr. du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, BOLUFER-SANCHEZ J. 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 50 F, Gr. JACOB 50 F, BOITELLE Bruno 25 F, CRESSON Pascal 100 F, Gr. MALATESTA 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de Béziers 50 F, BOUZENDROFFER 50 F, Gr. PRUDHOMMEAUX 50 F, PORCHER Christian 50 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, POUILLARD Jean-Luc 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. VARLIN 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. LOUISE-MICHEL 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, BADIE-FEDOU Claude 30 F, FABRE J. 100 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison BÉGAR 10 F, Gr. du MARAIS 50 F, LAFABREGUE S. 50 F, Gr. de BOBIGNY 50 F, Gr. de ROUEN 50 F.

Total des souscriptions : 4 380 F.

Total des virements automatiques mensuels : 4 630 F.

Totaux précédents : 42 221 F.

Totaux depuis le 2/11/81 : 51 231 F.

un service régulier et pratique
L'ABONNEMENT

COMMUNIQUÉ

Radio-Libertaire participera au Club de la Presse des radios libres sur Paris le vendredi 26 avril 1982, à partir de 19 heures. Le premier invité sera Ben Bella, l'un des chefs historiques de l'insurrection algérienne, et qui fut le premier président de la République algérienne en 1963.

Si vous ne pouvez pas capter Radio-Libertaire sur votre localité, vous pourrez écouter cette émission sur l'ensemble des autres radios libres à la même heure.

Ce club de la presse se tiendra en principe toutes les semaines et sera retransmis sur l'ensemble des radios participantes (Radio Ivera, Fréquence gaie, Judaïsme F.M., Radio Soleil, Radio Tour-Eiffel, Radio Nova, Radio Carol, Radio Gilda, RFM et Radio-Libertaire).

Radio-Libertaire sera représentée par Maurice Joyeux.

Secrétariat aux Relations extérieures

ÉDITORIAL

LES partis de gauche au pouvoir, ballotés entre les promesses qui devaient faire le changement, et l'assurance du maintien des prérogatives et avantages des corps constitués qui font la force de l'Etat, n'ont pas fini de s'attirer les critiques sur les inconstances de leur politique louvoyante.

Après maintes tergiversations autour de la pause qui aggravaient l'incohérence du gouvernement incapable de trouver la mesure entre le programme électoral et la réalité de la gestion capitaliste et étatique du pays, deux nouvelles pommes de discorde vont mûrir dans le camp de la majorité.

Defferre fait des déclarations dignes d'un dirigeant argentin, turc ou polonais, à tel point qu'il amène le principal syndicat de la police à s'inquiéter de celles-ci. En voulant rassurer l'électorat d'une part, et d'autre part calmer et se faire admettre de la cohorte des forces répressives qu'il dirige, il finit par mécontenter tout le monde. Ce simple exemple montre à l'évidence le danger du pouvoir qui, pour assurer sa fonction, serait prêt à adopter des mesures démagogiques mettant les libertés admises aujourd'hui à la merci de l'arbitraire policier. Voici donc une affaire à suivre qui se réglera, ou pas, à l'examen de l'« abrogation » du projet « Sécurité et Liberté ».

Autre affaire, d'une non moins grande importance : les mesures annoncées par le gouvernement en faveur des patrons, des cadeaux qui devront être financés par tous ! Le gel des cotisations patronales de Sécurité sociale jusqu'en juillet 83, un allègement de 11 milliards de francs de la taxe professionnelle sur deux ans, le blocage de la réduction de la durée du travail en 82 et 83, montrent l'ampleur des concessions que le gouvernement doit faire pour reprendre la confiance des patrons. Mais à quel prix les patrons accepteront-ils la politique socialo-communiste ? Sûrement au prix de leurs profits ! Alors les travailleurs sont encore les dindons de la farce.

Il nous faut réagir énergiquement pour dénoncer la duplicité des gouvernants et obliger patrons et gouvernements à satisfaire les exigences des travailleurs qui n'ont rien à attendre des partis de la majorité ou de l'opposition, pas plus que des confédérations qui sacrifient les intérêts du monde ouvrier sur l'autel de l'Etat.

Provocations fascistes à Félix Potin

LA vie au siège social de Félix Potin à la Courneuve est plutôt mouvementée ces derniers temps. Le syndicat « indépendant » UFT fait régner la terreur dans ces bâtiments. Sachons que ce « syndicat », nettement marqué par l'extrême-droite, recrute principalement chez les gérants des magasins Potin, Primistère et affiliés. Aux dernières élections syndicales chez les gérants, l'UFT obtenait 44 élus sur 58, la CGT venait derrière avec 10 élus. Autant dire que c'est une force non négligeable.

Se sentant le vent en poupe, les gérants de l'UFT ont dernièrement plusieurs fois envahi le siège social et, s'emparant du micro intérieur, ont insulté copieusement les employés et la maîtrise. Les qualificatifs orduriers n'ont pas manqué, alors que la direction ne semblait pas réagir.

L'apothéose a eu lieu le 11 mars, lorsque l'UFT a investi les locaux bloquant les sorties par de gros bras dont certains étaient armés de revolvers. Ce n'est qu'en fuyant par les terrasses que tout le monde a pu s'échapper.

En réclamant des primes supplémentaires pour les gérants, l'UFT a séquestré une employée rendue responsable de cet état de fait. Elle est restée enfermée plusieurs heures durant avant que les flics ne viennent la délivrer, laissant à tout ce beau monde le temps de partir tranquillement. Curieux tout de mé-

me, quand on sait que les patrons sont plutôt rapides pour appeler les flics. Mais le PDG de Potin semble manquer d'a propos. Défaillances à répétition qui s'étaient déjà manifestées lors des précédentes provocations où l'UFT se déplaçait librement et se voyait assurer l'accès à la sonorisation intérieure.

Dans le tract qui suivait ce coup de force, ça ne surprendra personne en disant que les faits ont été systématiquement déformés. Les pauvres syndicalistes ayant eu à se défendre contre les attaques du personnel !

Mais il y a mieux encore ! Un fac-similé d'un tract que le dirigeant de l'UFT, M. Cohen, disait avoir reçu, était joint à leur texte. Ce tract imprimé sur papier glacé à en tête Félix Potin était orné d'une croix gammée et contenait la prose habituelle : « Juifs, Arabes, Grecs, vous êtes des pourritures ; au four ; la France aux Français... »

Ce tract, aucun employé ne l'avait vu circuler. Tout laisse à penser que, le présentant comme un fac-similé, sa diffusion pourrait se faire sans risques. Subtilité bien médiocre que ces fachos auraient pu nous éviter !

Face à ces provocations relayées avec l'appui d'une direction qui ne vise qu'à comprimer son personnel, les employés réagiront-ils ? « Les manches de pioche resteront-ils longtemps au placard ? » (sic).

Affaire à suivre.

Marc (groupe Sevrin-Bondy)

C.F.D.T. : UN COUP J'Y SUIS, UN COUP NON

L'AFFAIRE était entendue : la CGT et la CFDT, parties prenantes du changement, devaient à court terme s'inscrire dans la logique gouvernementale. La machine était prête, manquait plus que quelques rouages et un peu d'huile... Seulement voilà, question concret et respect des avantages acquis, ceux qui se placent dans l'orbite parlementaire doivent apprendre les finesses du dérapage contrôlé et les mille et une façons de se rattraper aux branches !

En ce moment, ça serait plutôt l'heure à la semonce fraternelle. « Nous voulons une politique de rigueur et de lucidité », a déclaré, le 4 avril, Edmond Maire au Club de la Presse d'Europe 1. Repoussant l'accusation de partisan de l'austérité, le big-boss du square Montholon a réclamé au gouvernement sa part « autonome » dans l'effort parlementaire vers le socialisme. Ça y est ! Les bonnes vieilles recettes sont toujours les meilleures, on nous refait le coup de l'« autonomie engagée » qui faisait rage lors de l'Union de la gauche. On reste organisation syndicale avec ses propres intérêts, mais on ne saurait se dissocier du grand mouvement progressiste vers le socialisme. Alors, on revendique une place à côté des partis politiques qui œuvrent pour le changement.

Cet égalitarisme des forces de progrès dans l'effort commun ne doit pas être conquis de la même façon par tout le monde... Visiblement, il doit y avoir de petites divergences dans l'appréciation, car le cher Edmond s'est « insurgé » contre le fait que « les forces politiques ont toujours tendance à considérer qu'elles sont les seules à jouer un rôle majeur, stratégique, pour conduire la société vers son avenir, les syndicats ayant pour rôle de défendre les intérêts particuliers (...). C'est une vision qui peut créer un certain nombre de différends dans les rapports entre la majorité au pou-

voir et la CFDT, à tel ou tel moment. Au total, ce genre de problème se tranche par l'action et non dans la théorie ». Diabole ! on apporte des troupes aux partisans de la voie parlementaire vers le socialisme, et on s'étonne après de n'être considéré que comme valetaille !

C'est là le gros problème de la centrale ex-chrétienne : comment se définir syndicalement dans la situation actuelle ? Les diverses interventions de Maire ont montré la CFDT dans le rôle du syncopante le plus zélé du gouvernement, allant même jusqu'à le tancer quand celui-ci avait des positions « maximalistes » sur les 39 heures...

Maintenant Edmond rectifie la position en affirmant le statut adulte de la CFDT. La confédération de l'autogestion et de Lip (bien loin tout ça, maintenant...) serait-elle devenue le roquet du PS tout en affirmant bien haut que non, pour calmer les adhérents dépités ? Ou alors l'autonomie engagée commencerait-elle une vaste opération de replis, prévoyant pour le gouvernement un revirement de l'opinion publique ? Ne lisant ni dans le marc de café ni entre les lignes de Nostradamus, nous nous bornerons à dire que les hauts stratèges des « assises du socialisme » n'ont de leçons à recevoir de personne question magouilles... Qu'on se le dise !

Voyons plutôt comment ça se passe sur le terrain. Après ce qu'il est convenu d'appeler les « événements » de mai 68, la CFDT était à la pointe du combat pour le maintien du pouvoir d'achat, pour l'amélioration des conditions de travail. Maintenant, c'est plutôt réduire les frais main dans la main avec le patronat...

Ainsi, dans l'imprimerie, à la dernière commission paritaire pour la Convention collective de l'imprimerie, le pouvoir d'achat des travailleurs a-t-il été, avec l'aide de la CFDT, sérieusement stoppé.

La FFTL, compte tenu de la

baisse du pouvoir d'achat, demandait un minimum de 2,20% d'augmentation pour le mois d'avril. Le résultat (signé par FO, CFDT, CGC) a été de 2,70%. La revalorisation des salaires sera annuelle et un « rattrapage » prévu globalement... le patronat arguant que l'échelle mobile des salaires était interdite par la loi française !

Depuis 1922, la FFTL et le patronat de l'imprimerie négociaient pourtant chaque fois que le pouvoir d'achat baissait pour revaloriser le salaire conventionnel... Autant d'acquis bradés par la CFDT, FO et CGC. Ne parlons même pas de la réduction du temps de travail ! Les revendications de la FFTL



sont précises sur ce point : 38 heures payées 40, et 35 heures tout de suite pour les travaux en équipe. Bref, à l'issue de cette paritaire (non contre-signée par la CGT), le pouvoir d'achat des travailleurs du Livre aura été freiné en signe de compréhension des soucis patronaux ! Cette politique, plus que réformiste, est déjà blâmable en soi, mais le summum fut quand on s'aperçut que la circulaire patronale *Synthèse-Flash* avec les résultats de la paritaire était déjà prête. De là à croire que certains syndicats s'étaient déjà rencontrés et mis d'accord...

Bien sûr, on nous objectera que la CGT, dans les transports ou à la santé, est un peu (sic)

moins revendicative ! Solidarité gouvernementale oblige. C'est vrai, comme il est vrai que Bergeron a beau jeu de dénoncer la « pénétration communiste » dans l'administration ; il ferait mieux de s'occuper de la pénétration chiraquienne dans les structures de sa confédération, ou alors au moins d'avoir un œil plus que vigilant...

Dans tout ce mic-mac politique, les militants anarcho-syndicalistes, partout où ils se trouvent, doivent agir pour que les travailleurs se réapproprient les structures syndicales que d'aucuns ne voient qu'en tant que caisses de résonance des hauts faits parlementaires. L'entreprise, le lieu où se joue le sort de

notre beefsteak, voilà la base de notre lutte quotidienne. Quand « on » vient dire au travailleur qu'il faut serrer sa ceinture, il faut être là pour dénoncer toute ingérence d'« union sacrée » dans le mouvement ouvrier, tout en faisant attention que les cotisations des structures syndicales de base ne servent pas à alimenter les bureaucraties syndicales. En ces temps de crise sociale, les anarcho-syndicalistes ne doivent pas être considérés comme de « sympathiques basistes », drainant les cotisations syndicales, mais sans perspectives politiques. L'anarcho-syndicalisme est un courant du mouvement ouvrier. A nous de le renforcer !

J.-P. GERMAIN

Les fonctionnaires vont encore payer

AINSÍ donc, Anicet le Pors n'est plus opposé à la taxation des fonctionnaires pour renflouer l'UNEDIC (assurance chômage), et 0,85% du salaire mensuel sera prélevé chez les fonctionnaires pour résorber le déficit de 12 milliards de nouveaux francs qui se profile à l'horizon du second semestre 82. Le Pors n'entend pas en effet se « singulariser dans la défense de ce qui pourrait apparaître... comme un privilège ».

Nous autres fonctionnaires, sommes heureux d'apprendre que, selon les dires mêmes de notre ministre communiste, nous sommes des privilégiés, surtout lorsque l'on sait qu'en 1981 ce sont les fonctionnaires qui ont enregistré la plus faible hausse de leur rémunération nette.

Le Pors entend donc aujourd'hui venir fouiner dans les poches des fonctionnaires pour aider à renflouer les caisses de chômage, conséquence directement perceptible de la crise structurelle que traverse actuellement le capitalisme.

Soyons clairs, en tant qu'anarcho-syndicalistes, ce n'est pas un problème de solidarité qui s'offre ici à nos yeux. Cette solidarité-là n'est pas la nôtre et ce ne sont pas les propos du camarade Maire approuvant cette nouvelle charge qui y changeront quelque chose.

Il n'est pas question ici de solidarité. Les fonctionnaires, pas plus que toute autre catégorie de travailleurs, n'ont à faire les frais d'un fait qui n'est que le résultat d'une situation engendrée par le système que nous sommes déterminés à combattre.

Il ne s'agit nullement d'un réflexe corporatiste. Cette économie, génératrice de chômage, nous n'avons pas à l'aider à se redresser pour panser, l'insistant d'un moment, ses plaies les plus douloureuses. Les fonctionnaires ne connaissent effectivement pas le problème du chômage, ceci n'empêche que ce n'est pas à eux de renflouer les caisses en déficit. Car l'argent, notre Etat socialiste ne le prend bien sûr pas où il est. Quand on s'oriente vers une politique au service des patrons, d'une pseudo-relance de l'économie capitaliste, quand on pense réactiver le dynamisme des entreprises et leurs investissements, on ne peut faire une politique de changement au service des travailleurs. Et il faut bien que quelqu'un, à défaut de nos pauvres patrons accablés, parait-il, de charges, paie l'ardoise. Ce coup-ci, ce seront les fonctionnaires, tout comme on a obligé l'ensemble des salariés à éponger une nouvelle fois le déficit de la Sécurité sociale. Il est certain qu'on ne peut faire une politique à l'écoute de l'applaudimètre des patrons patronaux et en même temps à l'écoute de l'intérêt des travailleurs et de leur pouvoir d'achat.

Alors les fonctionnaires, des nantis ? Assez de ces sornettes que l'on croyait réservées à Barre et consorts. Affreux privilège que le riche insituerait débutant avec la fortune colossale de 3 600 balles par mois.

L'ensemble des bureaucraties syndicales ont déjà fait savoir qu'elles n'étaient pas (plus) hostiles à ce prélèvement.

A nous, militants anarchistes et syndicalistes de la fonction publique de faire comprendre aux salariés du privé que notre refus de ce nouvel impôt n'est pas un acte d'ignorance de notre problème, mais une forme de lutte dans le refus de gérer la crise du capitalisme.

Patrick (groupe d'Angers)

Un plongeur nommé « Tremplin »

Le foyer « Tremplin », qui avait été lancé à grand renfort de déclarations démagogiques par les « médias » municipaux nantais, s'auto-baptise en fait pompeusement Centre de réinsertion sociale pour femmes et familles en difficulté. « Agréé » par la DDASS, il est dirigé par le Bureau d'aide sociale (CCAS).

En fait, si travail il y a, on ne voit guère où le social s'y niche, les décisions s'arrêtant en « haut », sans concertation avec l'équipe. Ce qui aboutira à un débrayage fin mars, à l'initiative de la CFDT ; l'affaire sera répercutée sur les ondes de FR3 Pays de Loire et Radio-Atlantique et jusqu'aux colonnes de Presse-Océan...

Tout commence en juin 1981, quand la direction impose à l'équipe une modification de poste d'éducateur spécialisé en poste d'éducateur de jeunes enfants (EJE). Contrainte de reconnaître son erreur, elle accordera alors, en guise de consolation, un demi-poste d'éducateur spécialisé... Au bout d'un mois d'essai, l'EJE fera un bilan sans complaisance, n'entrant pas dans la ligne publicitaire de la municipalité « rose ». La direction opposera à l'équipe : « Ne nous attardons pas à exploiter un bilan boiteux ».

A des collègues qui évoquent les conditions de travail, madame V., directrice du Tremplin, rétorque : « Si vous n'en êtes pas satisfaits, allez chercher un emploi ailleurs ». Une autre évoque cette journée où seule dans le service, et enceinte de sept mois, elle s'est fait boxer par un mari irascible. Réponse du directeur général : « Ce sont les risques du métier ». Pendant dix mois, éducateurs et aides-monitrices devront supporter une cote mal taillée :

- remplacement de dernière seconde pour pallier à la vacance du poste d'éducateur ;
- augmentation des week-ends et des soirées de travail ;
- suppression du travail de suivi des familles, pour assurer un simple service de sécurité ;
- exploitation du concierge-surveillant (265 heures d'astreinte en quatre semaines...)

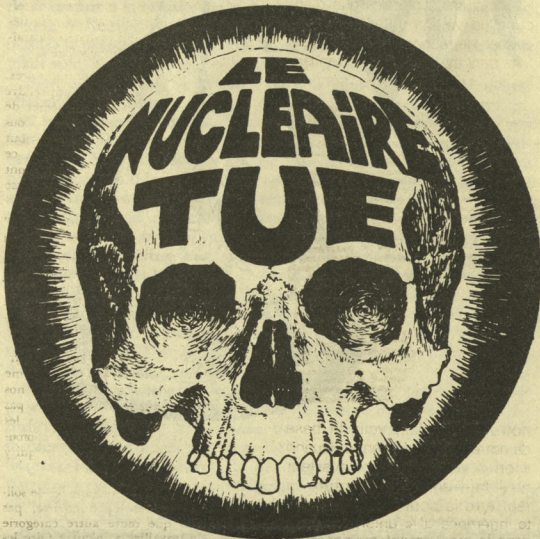
Ce tableau serait incomplet si on oubliait l'exploitation des familles accueillies : les mères travaillent (et dès cet instant perdent leurs ASSÉDIC) dans de petits ateliers où elles fabriquent des produits qui reviendront... au CCAS et ce pour la mirifique somme de... 1 200 francs. Ne riez pas ! Ça s'appelle la « réinsertion sociale ». Face à un activisme-garderie, l'équipe lutte pour assurer un travail socio-éducatif, obtenir la reconnaissance du personnel et la considération des hébergées. Audience fut demandée le 17 mars à M. Moreau, vice-maire national-communiste. Pas de réponse à ce jour.

Nous, militants de la Fédération anarchiste, affirmons qu'un travail social en milieu capitaliste ne saurait difficilement être autre chose qu'un pansage social. Contre cette option, les travailleurs sociaux doivent refuser le rôle d'alibi publicitaire que leur réserve le nouvel ordre rose-de-gris. Le travail social n'acquiescera sa dynamique éducative que lorsque seront supprimés ces champs-clos de conflits et d'enjeux que sont les ménages et les familles, et que les éducateurs ne seront plus les flics qui réintègrent des rouages perdus dans la mécanique marchande libérale.

D. Jean

En quelques jours d'« étude », Hernu, ministre de la Défense, a jugé bon de poursuivre les essais nucléaires dans le Pacifique, perpétuant ainsi le lent génocide commencé par les précédents gouvernements. Quel poids pouvait avoir la santé des populations du Pacifique face aux intérêts militaires, économiques et de haute stratégie politique du pouvoir français ? Il ne faut donc pas s'étonner d'une telle décision : les intérêts et les objectifs du « nouveau » gouvernement français sont les mêmes que ceux de celui qu'il remplace.

L'utilisation de l'énergie nucléaire « pacifique » et a fortiori militaire est une menace sans précédent pour la survie humaine sur la planète. Il est du devoir de tout individu respectueux de lui-même, de ses amis, de l'humanité, de lutter contre cette industrie de mort, dont les intérêts, les objectifs et les profits sont dirigés contre nous. Faudra-t-il attendre que les retombées radioactives fassent de nous des condamnés à mort par leucémie, cancer, etc., comme c'est le cas pour certains peuples du Pacifique, pour que nous réagissions avec suffisamment de force pour imposer au gouvernement français l'arrêt de toute utilisation de l'énergie nucléaire ? Combien faudra-t-il de morts ?



A l'autre bout du monde, des gens luttent. Peut-être pas pour l'anarchie, mais tout au moins pour le respect de leur vie, de leur droit à disposer d'eux-mêmes, de leur environnement. Ces seules raisons seraient suffisantes pour soutenir leur combat, diffuser leur appel. Mais quand on sait que le combat qu'ils mènent pour leur survie est directement lié au pouvoir despotique du gouvernement français (n'est-ce pas monsieur Her-Nu-Claire), il n'y a plus à hésiter.

Le groupe de Limoges de la Fédération anarchiste fait sien le combat des peuples du Pacifique contre les essais nucléaires français (à Mururoa ou ailleurs) et le projet japonais de rejet de déchets nucléaires dans le Pacifique.

Dans un appel mondial, en septembre 1981, Roman Bedor (de la République de Belau), au nom des peuples du Pacifique, condamne les essais français et le projet japonais, rappelle que depuis longtemps le Pacifique est colonisé militairement par les USA, la Grande-Bretagne, la France, et transformé en terrain d'entraînement militaire, d'essais nucléaires. Les peuples du Pacifique en ont assez de crever sous les bombes et les déchets du système capitaliste occidental (à rapprocher de la lutte des peuples autochtones pour leur émancipation de la colonisation occidentale). Cet appel se conclut sur une pétition mondiale contre les « essais nucléaires français et le projet de rejet de déchets nucléaires par le Japon dans le Pacifique » qui sont « des actes criminels de génocide commis contre les peuples du Pacifique » et exige de ces gouvernements « de cesser immédiatement et d'abandonner inconditionnellement leurs essais nucléaires et projet de dépôt de déchets nucléaires. »

Répondre à cet appel, signer et diffuser cette pétition, c'est la solidarité minimale que chacun de nous doit concrétiser. Mais nous pouvons faire plus en nous servant de cette campagne pour créer un vaste mouvement d'opinion hostile aux essais nucléaires (dans le Pacifique et partout ailleurs), en montrant le lien étroit entre nucléaire civil et militaire (voir l'Irak), en combattant vigoureusement en France toute utilisation et recherche sur l'énergie nucléaire dans un but militaire ou « civil » (centrales électro-nucléaires).

Parallèlement, nous rappelons la demande faite par la Conférence internationale des étudiants du Pacifique Sud en décembre 81, de la constitution d'une équipe internationale et indépendante de médecins qualifiés (dont les radiobiologistes) pour contrôler les effets de la contamination nucléaire sur la santé et l'environnement en Polynésie française, ainsi que le retrait des forces militaires françaises en Polynésie, elles considérées par cette conférence comme colonisées par la France... La constitution d'une telle équipe est assez illusoire (quel pouvoir aurait-elle ?) ; reste que personne ne sait exactement les conséquences de tels essais sur l'environnement, ce qui peut laisser supposer les pires effets !

La pétition est à renvoyer soit : à Jishu-Koza, 1-3-7 Mukogaoka, Bunkyo-ku, Tokyo, Japon ; ou à SIA, BP 1044, 87050 Limoges cedex, le groupe de Limoges de la Fédération anarchiste se proposant de coordonner les renvois et de répercuter les informations à sa disposition (le texte d'appel et la pétition sont disponibles à cette adresse contre une enveloppe timbrée pour envoi).

Groupe de Limoges

A PROPOS DE L'ORDRE DES MÉDECINS

DÉCIDÉMENT, les médecins sont sur la sellette ces temps-ci. Et plus précisément, une certaine catégorie de médecins : celle qui est intéressée par le maintien d'un secteur privé à l'hôpital ou par le maintien — voire le renforcement — d'une sélection sévère pour l'acquisition d'une spécialité. C'est cette minorité agissante qui s'est exprimée à travers la grève des internes qui a perturbé récemment le système hospitalier. L'Ordre des médecins ayant accepté de jouer les « messieurs bons offices » entre les grévistes et le ministère, et Ralite ayant cédé sur l'essentiel, tout est rentré dans l'ordre. L'affaire aurait été classée si cette faiblesse ministérielle n'en avait relevé une autre, plus gênante. La dissolution de l'Ordre des médecins, réclamée à cor et à cri par les socialistes depuis 1974, prévue dans le programme de gouvernement du candidat Mitterrand en 81 (proposition n° 85) n'est plus à l'ordre du jour car jugée inopportune ! Décidément, les temps sont durs pour le militant socialiste de base qui se voit déjà assailli de questions embarrassantes voire agressives et qui voit augmenter le score des promesses non tenues. Peut-être sera-t-il tenté hypocritement de découvrir à cet Ordre quelques vertus qui auraient pu échapper à ses représentants quand ceux-ci réclamaient sa dissolution. C'est pourquoi un bref rappel s'avère nécessaire. Loin de nous, bien sûr, l'idée de remuer le couteau dans la plaie, mais la mémoire est une denrée si rare chez les socialistes ces derniers temps.

Ainsi, l'Ordre des médecins est chargé, par la loi, d'assurer l'administration, la surveillance de la profession médicale et de faire respecter la morale définie par le code de déontologie. Tout médecin doit donc cotiser à l'Ordre pour obtenir le droit d'exercer.

Cet Ordre fut créé en octobre 1940 par le gouvernement Pétain. Il s'illustra déjà sous l'Occupation par la circulaire Leriche (5 février 1943) qui invitait les médecins à ne pas multiplier les exemptions destinées aux ouvriers devant assurer la « relève » en Allemagne.

La Libération lui règle son compte. C'est la dissolution. Mais

l'Ordre est vivace, et il est recréé en septembre 1945 par ordonnance du gouvernement du général de Gaulle. Le ministre de la Santé d'alors, F. Billoux, communiste, ne bronche pas. L'Ordre recevra pour mission de créer un code de déontologie de la profession médicale qui fut publié en 1947. Naturellement, les médecins de base, pauvres besogneux, ne furent jamais consultés pour l'élaboration de ce code. C'est qu'on ne badine pas avec la hiérarchie au conseil de l'Ordre et la vérité ne peut venir que du haut de la pyramide. Celle-ci justement est constituée de bas en haut par :

- les conseils départementaux, élus par les médecins de base et chargés des tâches administratives (recouvrement des cotisations, obligatoires pour exercer, répétons-le, etc.) ;

- les conseils régionaux, élus par les précédents et disposant en plus d'un pouvoir disciplinaire (sanctions contre les médecins refusant de payer leurs cotisations, etc.) ;

- enfin, le Conseil national, chargé par la loi de veiller à l'application du code de déontologie.

Naturellement, aucun contrôle ne régit les rapports entre la base et le sommet, et un véritable appareil s'est constitué avec ses « permanents », certains d'ailleurs n'exerçant plus la médecine (comme au Conseil national). Ainsi, non content de racketter l'ensemble du corps médical, l'Ordre dispose d'un pouvoir absolu et peut s'ériger en maître à penser de la profession et parler en son nom. Ceci lui a permis de freiner toute tentative de « réactualisation » de la pratique médicale en arguant de l'orthodoxie de la déontologie. Ses positions, particulièrement rigides et rétrogrades sur la contraception et l'avortement sont restées célèbres (ainsi que ses pressions exercées sur les députés et dénoncées comme telles à l'assemblée en décembre 1974 lors de la loi sur l'avortement).

Enfin, l'Ordre ne cache pas ses sympathies politiques lorsqu'il négocie avec le patronat exclusivement, les contrats liant les médecins du travail à l'entreprise (contrôle de l'absentéisme).

Les positions de l'Ordre ont d'ailleurs amené un certain nombre de conflits dans le corps

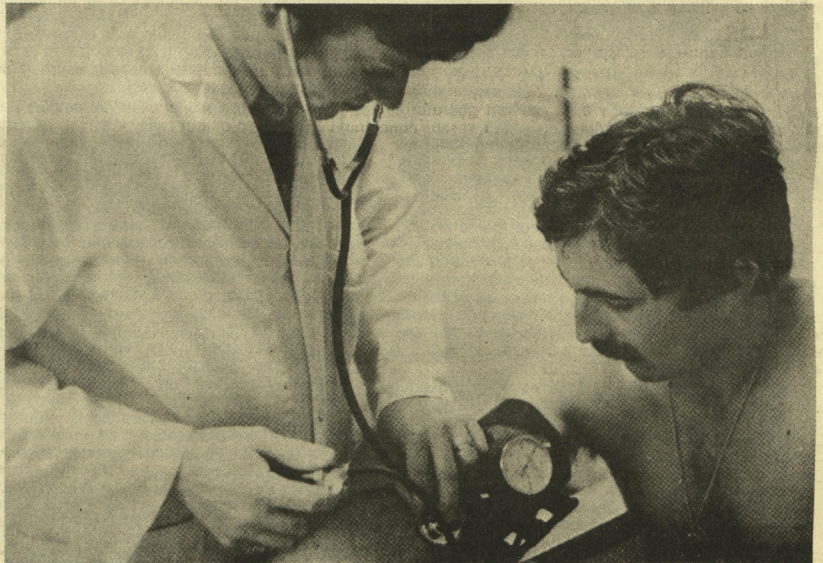
médical. Des médecins n'acceptaient pas de verser des cotisations à un Ordre qu'ils ne jugeaient pas représentatif de leur pratique médicale, de leurs opinions (manifeste des 600 en février 75). Certains furent poursuivis en justice. Et c'est à l'occasion de l'un de ces procès que Mitterrand fit un vibrant plaidoyer en faveur de la dissolution de l'Ordre des médecins qui constituait pour lui une « offense à la démocratie » (sic) (1978).

Une fois de plus, les socialistes revisent en baisse leurs positions ! L'Ordre, lui, ne revisera pas les siennes, soyons en sûrs.

Cette victoire ne fera que le conforter dans ses prérogatives et contribuera à démobiler et à voler un peu plus les médecins qui avaient pu se grouper et entamer une lutte face à l'Ordre. Pour ceux-là, la victoire de la gauche ressemble fort à un triomphe de la droite !

Pour nous, anarchistes, la solution passe par la prise en main des problèmes par les intéressés, les médecins en l'occurrence, mais aussi les utilisateurs du service médical. Un code de déontologie médicale ne pourra être élaboré qu'à partir de la concertation des principaux intéressés (médecins-utilisateurs). Ceci pose le problème de leurs organisations respectives, des structures de ces organisations, de leur contrôle et de leurs rapports entre elles. Ce sera aux intéressés de définir et de construire leurs organisations respectives. Mais dans une optique libertaire, une telle organisation médicale devra sans doute rassembler l'ensemble du personnel de santé (médecins auxiliaires) et dépasser les intérêts corporatistes tels qu'ils sont défendus actuellement pour s'insérer dans le fonctionnement global de la société. Enfin, l'autorité d'une telle organisation ne pourra dépasser le cadre de ses compétences médicales et exercer ainsi un rôle de censeur moral. Comme on le voit, il reste beaucoup à faire, surtout au niveau des mentalités, dans cette corporation particulièrement rétive au changement et accrochée à ses privilèges tant matériels que moraux.

Jean-Pierre
(groupe Sevrain-Bondy)





LA LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

C'EST bien connu, quand on est au pouvoir et qu'on désire y rester, il est fondamental de caresser l'électeur dans le sens du poil. Un peu de démagogie par-ci, un brin d'autoritarisme par-là et une pincée de répression pour corser le tout... tels sont les principaux ingrédients composant le langage qu'aime entendre l'homme de la rue, toutes tendances politiques, ou presque, confondues.

Bien évidemment, pendant les 23 années où elle fut aux affaires, la droite de ce pays n'a pas manqué d'user et d'abuser de ce genre de procédés, surtout dans les périodes pré-électorales. C'est ainsi notamment qu'en décembre 1980, le Parlement, dominé alors par les giscardiens et les gaullistes, fut amené à voter la fameuse loi « Sécurité et Liberté », afin de préparer au mieux le terrain pour les présidentielles de 1981.

Cette loi « Sécurité et Liberté », est-il besoin de le rappeler, restreignait de manière sensible un certain nombre de libertés. Les contrôles d'identité, par exemple, étaient légalisés. Ils pouvaient se produire n'importe où et à n'importe quel moment. Dans le même ordre d'idée, la garde à vue d'un « suspect » passait de 24 à 48 heures et à plus dans certains cas. L'instruction, quant à elle, devenait facultative en correctionnelle, c'est-à-dire que le procureur de la République (concrètement, la flicaille) avait le pouvoir de procéder à l'interrogatoire du « suspect » sans que celui-ci soit assisté d'un avocat. Et pour soi-disant accélérer le cours de la justice, ce même procureur pouvait, si tel était son bon vouloir, saisir le jour même le tribunal correctionnel. En clair, il s'agissait tout bonnement de réprimer un peu plus fort et un peu plus vite qu'auparavant. Le régime des peines, cela allait de soi, était donc aggravé. La pratique du sursis était restreinte. Les peines de sûreté avec traitement de choc à la clef étaient multipliées... tout était mis en œuvre pour que les « braves gens » et autres « beaufs » puissent se sentir protégés.

Tout naturellement, le vote de cette loi provoqua l'indignation de l'opposition du moment et, phénomène plus rare, on assista même à une véritable levée de boucliers pour tenter de faire obstacle à cette offensive de la répression. Le Parti socialiste, le Parti communiste, les syndicats ouvriers, la FEN, le syndicat de la magistrature, les gauchistes... et les anarchistes, firent un ramdam de tous les diables à propos de cette loi qui les menaçait tous, directement ou indirectement. Fort de ce consensus, le candidat Mitterrand fit même de l'abrogation de cette loi scélérate, l'un des points

forts de son programme. Moi élu, disait l'homme de la force tranquille, la loi Peyrefitte retournera immédiatement dans les poubelles de l'histoire. Immédiatement, immédiatement... enfin !

Aujourd'hui, un an après l'élection du camarade Mitterrand à la magistrature suprême, la loi « Sécurité et Liberté » existe toujours et son abrogation éventuelle continue de faire l'objet d'après négociations entre le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice. Gaston Deferre, qui prêche pour sa paroisse, trouve en effet que, ma foi, tout bien pesé, les contrôles d'identité tous azimuts et une main de fer répressive... ça n'a pas que des désavantages. Naturel, natürlich, comme le candidat Mitterrand avait promis d'abroger la loi « Sécurité et Liberté », il n'en est bien entendu pas question de la maintenir en l'état. Faut quand même pas trop tirer sur la corde ! Mais un compromis du genre on garde le fond de la loi tout en lui repeignant la façade d'une autre couleur, cela serait peut-être plus intéressant qu'une abrogation pure et simple. Et les partisans d'une abrogation pure et simple et ceux de l'aménagement, donc, de discuter depuis un an pour arriver à déboucher sur un accord !

Fin mars, en effet, le ministère de l'Intérieur et celui de la Justice venaient de réussir à se mettre d'accord sur le scénario suivant (1) : la police, comme du temps de la loi Peyrefitte, pourrait continuer à contrôler les identités dans la rue, mais pour ce faire, il faudrait que des « indices objectifs » lui permettent de croire que le contrôlé est en train de préparer un mauvais coup. De même, en cas de conduite au poste, et si rien ne peut lui être reproché, le « contrôlé » ne pourrait pas être retenu plus de quatre heures. On voit le genre ! Les indices objectifs, les flics, en trouveront toujours, quitte à les inventer. Et quant à l'absence de reproche, toux ceux qui ont eu à faire à la hargne et à l'arbitraire policiers savent qu'il ne suffit pas d'être innocent ou en règle pour être vacciné contre les tracasseries de tous ordres.

Quoi qu'il en soit, un compromis permettant de sauver la face vient d'être trouvé, et c'était là l'essentiel. Grâce à lui, on allait pouvoir clamer à hue et à dia que l'on tenait les promesses qui avaient été faites un an plus tôt, tout en faisant comprendre discrètement à la France profonde que tout n'allait pas changer pour autant ! Et puis crac, la boulette imprévisible, un vulgaire quiproquo entre le ministère de la Justice et Matignon, et tout ce joli plan tombait à l'eau. Le 5 avril, en effet, sur la foi de conversations téléphoniques avec les services du Premier ministre, le ministre de la Jus-

tice annonce à certains journalistes que l'abrogation de la loi « Sécurité et Liberté » est à l'ordre du jour du Conseil des ministres du 7 avril. L'abrogation version compromis, s'entend ! Tous les médias s'apprentent donc à couvrir l'« événement ». Manque de pot, il y avait eu quiproquo entre Matignon et Badinter. Non pas que le gouvernement s'opposait à l'abrogation. Pas du tout ! Simplement l'ordre du jour du Conseil des ministres du 7 avril étant plus que chargé, il n'était pas question d'y inclure en plus un sujet de cette importance. Plus tard ! Dans 15 jours, un mois ! Pas plus tard, mais pas avant ! Bref, obligé de démentir. Mais démentir, n'est-ce pas, c'est toujours laisser planer un certain nombre de doutes ! Pourquoi l'abrogation a-t-elle été repoussée ? Et pourquoi ceci, et pourquoi cela ?... Nécessaire, donc, de fournir des explications. Et comme dans le cas présent il est impossible de dire la vérité (avouer un quiproquo, ça ne ferait pas sérieux), on est forcé de fournir des explications qui n'en sont pas et par là même d'accentuer le malaise. La recrudescence de la criminalité, les meurtres de policiers... l'inopportunité de l'abrogation, cela ne pouvait que faire hurler dans les chaumières du petit peuple de gauche. Comment ? Le gouvernement tient le même langage que la droite à propos de l'abolition de la peine de mort ! Et puis, si recrudescence de la criminalité il y a et si des flics se font descendre, en quoi la prolongation de la loi Peyrefitte changera-t-elle quelque chose ? Elle est actuellement en application et de toute évidence elle n'a rien empêché à ce niveau ! Et puis enfin, n'est-ce pas le Parti socialiste et son candidat qui disaient que la répression n'était pas une solution, et qu'au contraire il fallait prendre le mal de la délinquance à la racine, c'est-à-dire entre autres éliminer le chômage ? Bref, beaucoup de questions, et de très bonnes questions même à propos de la « gaffe » de Badinter. Une fois de plus, le gouvernement socialo-communiste aura eu l'occasion d'étaler au grand jour sa volonté imbécile de jouer sur tous les tableaux. Un peu de changement pour satisfaire ceux qui ont voté pour lui, mais pas trop pour ne pas effrayer le bourgeois et le Français moyen. Et roulez jeunesse, en avant pour un socialisme tout en demi-mesure orchestré par un gouvernement d'épiciers ! La logique implacable de l'exercice du pouvoir, au bout du compte ! Une logique que la révolution sociale se devra de briser pour ne pas retomber dans les mêmes errements !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Canard enchaîné, du 14 avril.

Algérie : vingt ans de capitalisme d'Etat, ça suffit !

EN GUISE D'INTRODUCTION

Il y a maintenant vingt ans, après une guerre de libération nationale âpre et sanglante de plusieurs années contre le colonialisme français, l'Algérie accédait à l'indépendance. Le pays était saigné à blanc, mais l'espoir était là qui galvanisait les énergies. La population avait l'enthousiasme au cœur. Le sous-sol était riche de pétrole et de gaz. Le FLN clamait haut et fort sa volonté d'engager l'Algérie sur la voie d'un socialisme aux couleurs de la liberté. La vague autogestionnaire qui déferlait sur les campagnes étonnait les « progressistes » du monde entier... Tous les ingrédients susceptibles de concourir à la réussite de la révolution algérienne semblaient donc réunis. Suffisait d'attendre un peu pour récolter les fruits de ces semaines si prometteuses. Dix ans, vingt ans, et on allait voir ce qu'on allait voir. Nous y sommes et le spectacle n'est guère brillant !

Bien évidemment, vingt ans c'est peu pour panser ses blessures, effacer les séquelles du passé et couler les fondations de l'avenir et ceci pourrait expliquer cela. C'est bien connu, le monde ne s'est pas fait en un jour et par conséquent il serait ridicule de reprocher à l'Algérie de n'être pas devenue ce que d'autres ne sont pas devenus en plusieurs siècles. Mais vingt ans, cependant, c'est beaucoup trop pour se satisfaire d'une analyse de la réalité présente du genre « période de transition » ou « retard historique impossible à combler en deux décennies » ou « c'est la faute à la pression de l'environnement international ». En vingt ans, si on ne peut à l'évidence pas tout faire, du moins est-il possible d'amorcer quelque chose. Dans ces conditions, vingt ans constituent un laps de temps suffisant pour faire le point, pour mesurer le chemin parcouru... et pour réfléchir sur celui qui ne l'a pas été ou qui aurait pu l'être. Comme d'autres, nous nous sommes donc efforcés d'esquisser un bilan. Mais il y a manière et manière d'esquisser un bilan !

Pour les hémiplogues de l'intelligence politique qui, rament depuis toujours dans les galères de la gauche et de l'extrême-gauche française, le bilan de vingt années de socialisme en Algérie doit s'effectuer obligatoirement sur un mode « fraternel ». En clair, les insuffisances, les inconséquences, les dérapages et autres bavures doivent être sinon minimisés, du moins perçus avec beaucoup de « compréhension ». Pousser des critiques trop à fond, n'est-ce pas, ce serait — c'est « évident » — faire le jeu de la droite, des nostalgiques de l'Algérie française ou du grand capital ! Bref, dans ce genre de bilan, il s'agit avant tout de ne pas confondre l'essentiel et l'accessoire. L'essentiel, c'est l'édification du socialisme. L'accessoire, c'est les « difficultés » qui se font jour lors de cette édification ; le chômage, la pénurie, la bakchich, l'arrogance des nantis de la bureaucratie, la misère des masses, l'incompétence, le gâchis des ressources... et tout un tas de « détails » du même ordre. Au bout du compte, donc, pour les imbéciles sans espoir du « progressisme », le bilan de l'Algérie socialiste, comme hier celui de Cuba et du Vietnam, et avant hier celui de l'URSS et de la Chine, ne peut être que globalement positif. On connaît la musique !

Pour ce qui nous concerne, nous avons, on s'en serait douté, une autre conception en matière de bilan. Pas question pour nous de caresser les « bavures » du capitalisme d'Etat dans le sens du poil afin de ne pas faire le jeu du capitalisme privé. D'une part nous pensons que seule la vérité est révolutionnaire. Et de plus, même si nous ne les confondons pas, nous pensons que le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat sont les deux faces complémentaires d'une même médaille : celle du Vieux Monde. Un Vieux Monde dont nous n'avons jamais caché que nous voulons sa destruction pour qu'enfin le socialisme libertaire puisse épanouir au soleil de la réalité les espoirs qu'il porte en lui.

Dans ces conditions, seuls s'étonneront de la férocité de nos propos ceux qui s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes. Pour nous, les « bavures » du socialisme étatique algérien ne sont nullement des bavures. Elles résultent d'une logique qui est celle de l'Etat, de sa bureaucratie, de son autoritarisme et de son efficacité à nul autre pareil dans l'art de mettre en œuvre à son profit l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme. Une logique que seule la révolution sociale sera à même de briser !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

Pour en savoir plus

Algérie : dossier n° 38 de la revue *Autrement*. Un regard lucide hors des sentiers battus du manichéisme.

Le FLN, mirages et réalités : par Mohammed Harbi, éd. Jeune Afrique : une radioscopie du FLN qui ressemble à une autopsie : à lire pour l'énorme travail réalisé, mais sans jamais quitter les lunettes de l'esprit critique, car le miroir brisé du marxisme, en parsemant l'atmosphère de paillettes acérées, est une menace constante pour la vue.

Les mémoires de Messali Hadj : préface de Ben Bella, éd. J.-C. Lattès. L'histoire du « père » du nationalisme algérien, une histoire occultée sciemment par la caste militaro-bureaucratique au pouvoir depuis l'indépendance.

D'IONS-LE tout net, le bilan de vingt années de socialisme à l'algérienne est globalement négatif. Bien évidemment, cela ne signifie nullement qu'au cours de ces deux décennies rien n'ait été entrepris ou qu'actuellement le pays soit au bord du gouffre. Un certain nombre de réalisations, et des réalisations importantes, sont à mettre à l'actif de l'Etat algérien. Au niveau de l'éducation, par exemple, l'effort pour instruire la population a été et est encore gigantesque. Idem en ce qui concerne la santé et les logements sociaux. Mais là ne se situe pas l'essentiel. Constaté ce qui a été fait ne doit pas exclure une réflexion sur ce qui aurait pu être fait. Et là, il y a beaucoup à dire et peut-être de quoi être amer !



AFP

BILAN ET PERSPECTIVES

Avec l'enthousiasme des débuts et les revenus du pétrole et du gaz, l'Algérie, en effet, aurait pu réaliser de grandes choses. Or, cela n'a pas été le cas. L'éducation, par exemple, est une éducation au rabais (50 mêmes par classe et une demi-journée d'école par jour faute d'enseignants et de locaux). Les hôpitaux et les centres de soins existent en nombre, notamment insuffisants, et les soins qu'ils dispensent laissent à désirer à bien des niveaux. De nombreux logements sociaux ont été construits, mais il faut toujours attendre plusieurs années pour avoir le droit de s'entasser à cinq ou six dans une pièce. Les gens ne meurent pas de faim car le prix des produits de base (pain, sucre, huile...) est bloqué, mais hormis ces produits de base tout est rare et cher. Et puis, comment ne pas s'interroger sur le pourquoi d'une exode rurale de plus en plus massive, sur le pourquoi d'un chômage qui ne cesse de croître, sur le pourquoi d'une économie qui prend l'eau de toute part et sur le pourquoi de la haine de la population à l'encontre d'une classe dirigeante dont l'arrogance et la richesse sont vécues comme des provocations.

Par rapport aux moyens qui étaient les siens, l'Algérie, donc, n'a en fait réussi qu'un formidable gâchis. La politique agricole est une véritable faillite. L'exode rurale et l'importation massive de produits alimentaires en sont les manifestations les plus criantes. Et pourtant chacun sait que la terre est bonne et qu'il serait possible de nourrir le pays. La politique industrielle, elle aussi, est un échec patent. Priorité a été donnée à l'industrie lourde et cette industrialisation forcée s'est réalisée en dépit du bon sens au rythme cahotant de la bureaucratie, de l'incompétence, de la non-productivité, de la non-rentabilité et du pillage. Résultat, de gigantesques usines achetées clé en main qui ont coûté les yeux de la tête et qui produisent à peu près n'importe quoi, n'importe comment et n'importe quand, mais toujours en faible quantité, à des prix astronomiques et sans garantie aucune d'un minimum de fiabilité. Et

tout cela, bien entendu, au dépend d'une industrie légère et de l'artisanat. Et l'on pourrait continuer longtemps encore l'énumération des échecs de tous ordres.

Dans ces conditions, la question qui se pose est assurément de savoir si nous nous trouvons là en présence d'erreurs de gestion ou si le mal a des racines plus profondes. Pour ma part, et je ne suis pas seul à penser ainsi, je suis persuadé que le gâchis qui s'étale aujourd'hui sous nos yeux n'a rien à voir ni avec l'erreur ni avec le hasard, mais qu'au contraire il est la conséquence logique du système socio-politique existant, système où l'Etat devient de plus en plus omniprésent et où de ce fait la vie politique, économique et sociale ne cesse de se paralyser toujours un peu plus. Politiquement, par exemple, l'Algérie vit à l'heure du parti unique et du syndicat unique. La liberté d'association, de la presse, de réunion... n'existe pas. Là est le mal unique, ne cesse de clamer Ben Bella, depuis qu'il a retrouvé la liberté, et ce n'est pas moi qui lui donnerai tort sur ce point. Il faut, en effet, voir les choses en face, sans liberté politique, syndicale et autres, un pays ne peut que se recroqueviller sur lui-même, s'étioler lentement et sombrer peu à peu dans l'engrenage infernal du totalitarisme. Tous les pays de l'Est en sont là et l'Algérie tend de plus en plus à leur ressembler. Là est l'explication de la faillite généralisée du socialisme à l'algérienne et de l'attitude de la population qui fait de plus en plus dans le sabotage et la résistance passive. Et puis, dans la foulée de cet exercice solitaire du pouvoir où se complait la caste militaro-bureaucratique qui a fait son nid, et ce depuis toujours, au sein du FLN, il y a bien sûr cette volonté imbécile mais logique de vouloir régenter l'ensemble de la vie sociale par le biais d'une étatisation délirante, secrétant par tous ses pores un pullulement d'administrations de toutes sortes et un déferlement de bureaucrates arrogants, incompétents et parasites.

Logique, donc, le gâchis qui résulte de vingt ans de socialisme à la mode de l'étatisme.

Logique également les problèmes qui minent l'Algérie d'aujourd'hui, tels le chômage, la pénurie, le marché noir, le pistonné... Logique enfin le mécontentement populaire et la révolte qui commence à perler ici ou là. Et puis il ne faudrait pas non plus perdre de vue que si aujourd'hui ça ne va pas fort, demain cela risque d'aller encore plus mal. La manne pétrolière, en effet, ne sera pas à éternellement pour arrondir les angles. Et puis il ne faudrait pas non plus oublier l'explosion démographique qui, quoi qu'il en soit, menace de tout emporter sur son passage (en vingt ans l'Algérie est passée de 10 à 20 millions d'habitants et actuellement la moitié de la population a moins de 16 ans). Et puis il faudra également compter avec l'audience grandissante d'un intégrisme religieux qui s'ancre à l'évidence dans le désenchantement. Et puis... et puis !

Alors, l'Algérie socialiste, la faillite généralisée présentement et la catastrophe demain ? Ce serait un peu simpliste. La pauvreté de la population algérienne reste empreinte d'une certaine dignité et n'a rigoureusement rien à voir avec la misère lépreuse de la population marocaine. De même, le cancer étatique est loin d'avoir encore rongé la totalité des forces vives du pays. Mais on s'achemine vers tout cela et il convient de le savoir.

Au bout du compte, l'Algérie socialiste aujourd'hui est à un carrefour. Poursuivre dans la voie de ces vingt dernières années, accentuer l'étatisation, l'oppression des minorités, c'est déboucher à coup sûr sur le totalitarisme, « le nec plus ultra », donc, de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Mais s'écarter de cette voie, s'orienter vers le socialisme libertaire, le fédéralisme et l'autogestion, cela est-il possible sans poser le problème de la rupture radicale avec le système existant et sa logique. En clair, un changement de cap peut-il s'opérer en faisant l'économie d'une révolution sociale ?

Comme dit l'autre, c'est une bonne question, je vous remercie de me l'avoir posée.

Jean-Marc RAYNAUD

JAPON : « MIRACLE ÉCONOMIQUE », DÉSASTRE SOCIAL



A l'occasion du voyage de François Mitterrand au Japon la semaine dernière, chaque organe d'information a publié un dossier ou des reportages spéciaux. Nous avons pu lire ce que des pisseurs d'encre ont bien voulu voir ou bien ce qu'on leur a montré. Nous n'apporterons pas ici de nouvelles fraîches quant aux progrès des robots ou de la miniaturisation en électronique, mais nous tenterons de formuler une analyse sur un phénomène effectivement assez crucial depuis maintenant plusieurs années. Ce phénomène, c'est évidemment le « miracle économique » dont on nous rebat les oreilles.

Il est vrai que le phénomène a de quoi intéresser nos dirigeants : le Japon est à bien des égards similaire à la France. Ne nous a-t-on pas rabâché que la France traversait une crise grave (d'où le chômage, l'inflation, etc.) surtout due au fait que nous possédons peu de matières premières et en particulier pas de pétrole (crise de 1973). Or voici qu'un pays, le Japon, a une dépendance énergétique bien plus grande encore que la France, 87% contre 76%, ne renferme en son sol strictement aucune matière première exploitable et semble traverser facilement la crise. Il compte très peu de chômeurs, maintient un taux de croissance double par rapport à celui des pays européens, demeure la troisième puissance industrielle du monde. Les patrons français se sont évidemment intéressés à la question (1) et ont même levé les bras au ciel : le Japon est un modèle ! On a alors vu s'organiser une véritable propagande à la gloire du « Pays du soleil levant ». Les articles et les livres se sont accumulés ces dernières années et plus particulièrement ces derniers mois pour tenter d'expliquer (sans oublier de falsifier) le miracle économique, et de convaincre qu'il s'agit bien là d'un modèle (2). Une telle façon de voir, c'est évident, est partisane. Elle ne remet évidemment pas en cause les termes du problème, mais cherche immédiatement à le résoudre, en jouant le jeu.

Le modèle japonais

Citons ceux-là mêmes qui considèrent le Japon comme un modèle : « Au-delà des mécanismes macroéconomiques japonais, au-delà du dynamisme éclairé du management, au-delà des atouts culturels résultant du maintien

de certaines valeurs morales traditionnelles, au-delà de l'attitude d'ouverture et d'humilité qui a permis aux entreprises japonaises d'organiser à leur profit le plus formidable transfert de technologie de l'histoire, au-delà de tous ces facteurs, l'explication essentielle des performances des entreprises japonaises se trouve dans leur politique de participation du personnel, généralisée depuis vingt ans, et aujourd'hui sans équivalent dans le monde... » (3).

Ceci nous semble (quant à l'énumération des facteurs évoqués) un point de vue communément admis ; c'est en fait (quant à la hiérarchie des facteurs évoqués) un manifeste à peine dissimulé en faveur d'une certaine cogestion... Mais parlons des « mécanismes macroéconomiques » et du « dynamisme éclairé du management » : en somme ce que l'on appelle aussi l'économie duale et l'agressivité sur les marchés.

Le Japon, de par la faiblesse de ses ressources propres, est contraint d'exporter puisqu'il doit nécessairement acheter certains produits à l'étranger à la fois pour pouvoir produire et exporter, mais aussi pour sa propre consommation. Pour exporter, le Japon oriente sa production vers les secteurs de pointe et à des coûts de production suffisamment bas pour pouvoir vendre ses produits. Peut-être est-ce là que certains voient un miracle ? N'est-ce pas ainsi que le Japon poursuit son développement ?

Le rouage japonais

Il n'y a en réalité aucun miracle, puisqu'il y a une explication... L'économie duale ? On peut effectivement considérer que l'économie se divise en deux secteurs : les grandes entreprises et les PME (souvent sous-traitantes des premières). Les grandes entreprises : c'est le côté assez spectaculaire du travail au Japon, assez bien connu en Occident. Rappelons simplement un fait : un ouvrier y travaille en moyenne 190 heures par mois et gagne (en moyenne) 275 000 yens par mois (avec un bonus de 4 mois par an). Les PME emploient la plus grande partie des ouvriers. L'ouvrier y travaille en moyenne 215 heures par mois et gagne 200 000 yens (4) par mois (plus de 2,5 mois par an).

Afin de minimiser leurs coûts de production, les grandes entreprises n'hésitent pas à faire pression sur les entreprises sous-trai-

tantes, ne leur achetant leur production que lorsque cela est immédiatement nécessaire : les entreprises sous-traitantes font donc les frais des fluctuations conjoncturelles... seize mille PME ont fait faillite en 1981. Rassurez-vous, quand une PME fait faillite, le patron court bien vite vers une banque où il fait un emprunt (c'est plus facile qu'en France) et relance une nouvelle entreprise. Comme c'est un bon bougre, il réembauche ses anciens ouvriers (qui n'attendaient que cela), mais ceux-ci ne toucheront pas leur ancienneté (5)...

Vendre, c'est produire ce qui est vendable : le risque est que cela ne se vende plus. C'est le cas des bateaux. Les chantiers navals, secteur en plein essor dans les années 70, ont subi une forte crise à partir de 1978, plusieurs ont dû fermer. Un ouvrier qualifié, une fois passé 40 ans, peut-il se recycler ? Il sera mis en préretraite, car ici (dans les grandes entreprises) on ne licencie pas... On donne aux ouvriers un délai pour donner leur démission, en échange de laquelle on leur offre une prime de départ en retraite (6). Les ouvriers sont prévenus qu'au-delà de ce délai, l'entreprise fera faillite... Ils préfèrent la prime à rien du tout !

Le merdier japonais

Et les syndicats ? Les syndicats sont le ciment de l'édifice ; ils participent avec le plus grand sérieux à la réalisation du fameux consensus. « Depuis 1976, le patronat japonais a pu augmenter la durée du travail, réduire l'emploi salarié industriel, ramener à moins de 2% la croissance annuelle du pouvoir d'achat, tout en enregistrant un net déclin du nombre de grèves » (7).

La quasi-totalité des syndicats se trouve dans les grandes entreprises. En général, il y a un syndicat unique dans chaque entreprise ; la cotisation est généralement prélevée directement sur le salaire. On estime à 20% le nombre des entreprises où un deuxième syndicat, non reconnu par la direction, tente de suppléer le syndicat unique. Selon la tendance de ce dernier, l'implantation du deuxième syndicat pourra venir d'une initiative ouvrière (8) pour tenter d'améliorer la défense des travailleurs, soit d'une initiative patronale pour tenter d'éliminer un syndicat trop remuant (9). Quant aux ouvriers des PME, leur situation est si peu stable qu'ils ne peuvent organiser la moindre grève. D'autant plus qu'il est bien difficile de trouver en emploi lorsqu'on a été licencié...

Que le dualisme de l'économie soit particulièrement marqué, cela correspond sans aucun doute à une certaine optimisation du profit. Sur le plan social, cela correspond à un vieil adage que l'on connaît bien en France : diviser pour régner.

Diviser pour régner, c'est donc ainsi que se réalise le consensus. Il faut ajouter à cela une emprise religieuse considérable qui joint à la nécessaire soumission du travailleur dans la société une certaine volonté d'abnégation de sa part (10)... Tout va pour le mieux !

Les travailleurs des grandes entreprises ont, pour la plupart, mis la main dans un engrenage : la participation. Les patrons leur ont en effet, avec les fameux « cercles de contrôle de la qualité », donné la possibilité de participer (et de peser sur) certaines décisions concernant l'entreprise comme les conditions de travail (11).

S'il y a un consensus à l'intérieur du Japon, celui-ci est donc responsable d'un certain impérialisme. Le Japon n'est pas un « modèle » pour la France, il nous semble plutôt être une caricature. Le patronat, quant à lui, attribue le « miracle économique » au consensus. N'en déplaise à certains (dont je suis), le patronat a raison. La preuve : cela dure.

Gaspard Prouval

ils maintenant trop bien ? ; Georges Archier : Le Soleil se lève à l'Ouest ; Gérard Simon Cohen : Les Nouveaux Samouraïs - Comment les Japonais appliquent l'art de la guerre à la conquête économique du monde. Il faut reconnaître que, outre les faits falsifiés ou occultés, il se trouve tout de même aussi quelques vérités.

(3) Rapport du CNPF, cité par F. Ginsbourger dans la préface au livre de Kamata Satoshi, Japon, l'envers du miracle.

(4) Un yen est égal à 2,5 centimes.

(5) En fin de carrière, l'ancienneté compte facilement pour plus de la moitié du revenu.

(6) Cf. Kamata Satoshi : Japon, l'envers du miracle.

(7) Henri Rouilleault, Le Monde diplomatique, avril 1982.

(8) Dans ce cas, ses membres risquent fort d'être licenciés à la première fluctuation économique, et ce avec le soutien du premier syndicat.

(9) Kamata Satoshi, op. cit.

(10) Le CNPF l'a bien compris : « Au-delà des atouts culturels résultant du maintien de certaines valeurs morales traditionnelles, au-delà de l'attitude d'ouverture et d'humilité... »

(11) Cela nécessite de la part du patronat un certain investissement, mais celui-ci sera sûrement amorti car généralement, avec les conditions de travail, le rendement s'améliore aussi.

Mitterrand P.D.G.

FRANÇOIS Mitterrand vient donc d'effectuer un voyage au Japon. Pour quoi faire ? Si l'on en juge par les déclarations qui ont été faites à cette occasion, tout porte à croire qu'il s'agit principalement d'un voyage d'affaires.

Plusieurs jours avant le départ de F. Mitterrand, le patronat français se montrait « intéressé » par ce voyage. On le comprend aisément ! Le Japon est d'une part un concurrent dangereux, mais d'autre part un marché « protégé » de 115 millions de personnes. Ainsi, si Mitterrand pouvait, avec force sourires et courbettes, inciter les dirigeants japonais à « lever » certaines barrières de protection, cela serait forcément intéressant pour nos patrons. Et Mitterrand a joué le jeu des patrons. Il faut reconnaître qu'il y était assez obligé, la balance commerciale étant notoirement déficitaire côté français, et en particulier vis-à-vis du Japon, l'intérêt de la France (en tant que société commerciale) était de rééquilibrer la balance. La conséquence d'un tel rééquilibrage n'est pas seulement, pour certains industriels, la vente de leurs produits, mais c'est aussi, pour tous, un renforcement sensible du franc.

Le gouvernement japonais a tout d'abord laissé entrevoir (avant le voyage) la possibilité d'ouvrir leurs frontières au cognac et la farine pour croissants (des miettes !) Une fois Mitterrand parvenu à Tokyo, l'accord fut vite convenu, mais il est tout de même passablement ridicule. Cette visite de Mitterrand au Japon est intéressante dans la mesure où il y fit apparemment deux types de discours.

Devant le patronat japonais, Mitterrand n'a pas parlé du contentieux commercial franco-nippon, si ce n'est pour dire : « Il serait absurde d'organiser le procès du Japon ». En revanche, il s'est attaché à expliquer qu'il fallait « surmonter la tentation du chacun pour soi et faire face aux périls communs » car « aucun pays ne sortira seul de la crise où le monde est enlisé ». Par ailleurs, à l'occasion d'une conférence de presse, il déclarait : « La France, c'est le cognac, la farine pour les croissants et les robes, mais c'est aussi le Concorde, le TGV, l'Airbus ». Ce qui signifie (outre l'effet comique certain) que Mitterrand a pour intention de renforcer formellement le front capitaliste, autrement nommé « sommet », qui se réunira prochainement à Versailles.

L'évidence qui émane de tout cela est qu'il est bien difficile de déterminer ce qui distingue la politique de Mitterrand de celle de Giscard.

G.P.

Congrès de la FAI à Rome

Les 9, 10 et 11 avril s'est tenu, dans les locaux du Groupe Malatesta à Rome, le 15^e congrès ordinaire de la FAI devant une centaine de délégués et presque autant d'observateurs venus assister aux travaux, parmi lesquels un représentant de la F.A. française. A l'ordre du jour, deux points principaux : l'adoption d'un nouveau pacte associatif et le journal hebdomadaire de la FAI *Umanita Nova*.

Les débats animés par un esprit constructif et de coopération ont tourné essentiellement autour de la crise d'identité politique que traverse actuellement la Fédération italienne et sur les moyens d'y faire face. Comme on a pu le lire dans les contributions pré-congrès parues dans *Umanita Nova* : « Sur l'utilité de la FAI, malgré quelques doutes les dernières années, il n'y a pas grand-chose à dire. Sur le fonctionnement réel de la FAI, par contre, il y a de quoi réfléchir ».

Le problème central actuel de la FAI est que, au même titre que d'autres mouvements avancés, elle a dû subir ces dernières années une violente attaque de la part des institutions étatiques qui ont progressivement fermé tout espace d'intervention politique à l'action des minorités dissidentes. Après l'échec des mouvements de masse contestataires issus de la décennie de luttes des années 70, le pouvoir est passé à la liquidation systématique des minorités qui le gênent par leur progressive « criminalisation ». Le problème est d'autant plus ressenti par les camarades italiens puisqu'aux mesures répressives il faut ajouter les désillusions engendrées par la « crise du militantisme », déjà vieille de quelques années qui a créé un vide politique important difficile à combler.

La FAI et l'ensemble du mouvement spécifique organisé ont été les plus durement frappés par ce recul généralisé qui contraste par ailleurs avec une certaine vitalité dont fait preuve le mouvement anarchiste dans toutes ses composantes en Italie (il suffit de voir l'importance et la richesse de la presse anarchiste italienne pour s'en convaincre).

Les problèmes actuels de la FAI sont donc avant tout des problèmes d'identité qu'il faudra résoudre au plus vite pour donner corps à un nouveau pôle d'abstraction libertaire devant la déconfiture générale de toutes les stratégies et calculs léninistes et s'opposer ainsi efficacement à la militarisation progressive de la société italienne.

L'ensemble des congressistes sont tombés d'accord sur la proposition faite par la fédération milanaise sur la nécessité de relancer l'action militante de la FAI conjointement à un travail de réflexion théorique de plus longue haleine en mesure de doter le mouvement anarchiste d'un programme pour les années 80. Dans ces conditions, la discussion et l'adoption d'un nouveau pacte associatif a paru être une chose prématurée qui aurait divisé les délégués présents sur des problèmes fictifs non reliés à des pratiques militantes, en multipliant les problèmes donc au lieu de les résoudre. En conséquence, le congrès a décidé de « congeler » l'adoption du nouveau pacte associatif et de maintenir encore en vigueur l'actuel qui n'est qu'un aménagement de l'ancien pacte de l'UAI de 1920, rédigé par Malatesta. En attendant, on a misé sur le développement de pratiques militantes communes sur des bases programmatiques.

Cette priorité accordée au programme s'est traduite par l'adoption, de la part des congressistes, d'une série de commissions de travail et de réflexion ayant pour objectif d'impulser une dynamique nouvelle à l'organisation en rassemblant des données, en élaborant des analyses et en proposant des initiatives, et cela dans des domaines aussi variés que l'antimilitarisme, le monde du travail, la culture, la répression, le territoire.

Sur le second point à l'ordre du jour, le problème de fonctionnement de *Umanita Nova*, de sa gestion et de sa rédaction, a été un peu délaissé au profit de la solution de problèmes d'ordre plus généraux. Devant la nécessité évidente pour tout le monde de faire « autre chose » du journal de la FAI, on a convenu que chaque commission s'engage à fournir des contributions régulières et suivies à *Umanita Nova*, afin que celui-ci puisse redémarrer à partir de la prochaine rentrée sur des nouvelles bases.

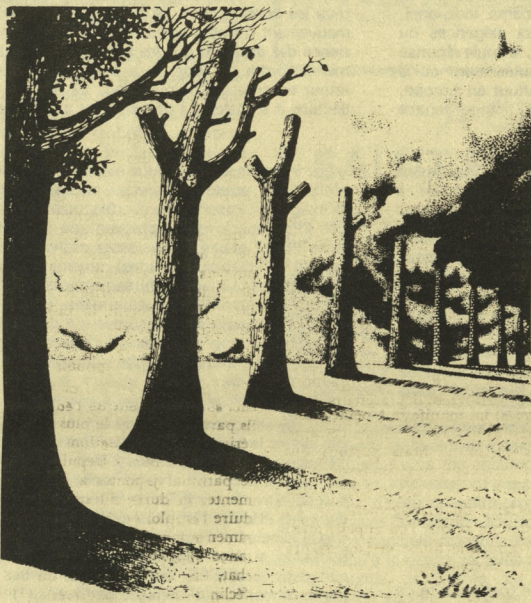
Ce congrès n'a pas apporté de solutions-miracles aux problèmes que traverse actuellement la FAI. Il a cependant eu le mérite de regarder en face la réalité sans se cacher le travail qui reste à faire, mais sans non plus tomber dans un pessimisme injustifié. C'est une volonté de travail constructif qui s'est dégagée de ces travaux. Nous ne pouvons que souhaiter aux camarades italiens qu'ils réussissent.

(Le délégué de la FA au congrès de Rome)



ETATS UNIS

Les dépôts de zinc et de cadmium, effets secondaires de la pollution atmosphérique, s'accroissent rapidement dans le lac Michigan. Sans accroissement du taux de contamination, les proportions de zinc et de cadmium dans l'eau dépasseront les limites pour que celle-ci soit potable, d'ici 10 ou 20 ans, obligeant des villes comme Chicago, qui prennent leur eau dans le lac Michigan, à joindre de coûteux perfectionnements à leurs dispositifs de traitement d'eau. Le taux de contamination s'accroît cependant de 3% par an, et va s'accroître encore plus vite si la loi fédérale sur la propreté de l'air est modifiée pour per-



mettre l'augmentation du brûlage de charbon dans le haut Midwest. Ainsi, quelques dizaines de tonnes de cadmium et 1 500 tonnes de zinc entrent chaque année dans le lac, conséquence des entreprises minières et sidérurgiques. En attendant, le Programme de recherches des grands lacs (1), qui étudiaient les effets de la pollution de l'eau, a disparu du budget de l'administration.

D'après « Industrial Worker »

(1) Great lakes research program.

Au début du mois de février, les industriels américains de la Westinghouse et japonais des industries lourdes Mitsubishi ont décidé de marcher main dans la main dans la poursuite du programme « surgénérateur » du Japon. Ils développeront ainsi conjointement un réacteur à neutrons rapides. Cet accord doit encore être approuvé par le ministre du Commerce extérieur et de l'industrie, à moins de circonstances exceptionnelles, Westinghouse et Mitsubishi commenceront bientôt des échanges de techniques par des rencontres de leurs ingénieurs, la recherche de contrats et le développement d'un programme commun.

Faut-il préciser que le ministère considère cette future coopération comme très bénéfique, du fait qu'elle contribuera à accélérer le programme du surgénérateur nippon.

Concernant cette filière, le Japon possède un réacteur expérimental de 75 MW, Joyo ; on prévoit en outre la construction d'un prototype de réacteur à neutrons rapide, Monju, dans la préfecture de Kujukui.

D'autre part, il fut révélé que les autorités américaines avaient accordé au Japon de retraiter le combustible irradié de son programme surgénérateur. Le Japon pourra ainsi faire démarrer son usine de retraitement chimique, construite par la Power reactor and nuclear fuel corporation et achevée fin 1981. Cette usine peut retraiter jusqu'à 120 kilogrammes de combusti-

Que fera-t-on lors d'une possible fuite de plutonium dans l'environnement ? La STA semble avoir répondu à toutes les questions. Assurée de l'approbation du gouverneur de la préfecture de Fukui, la STA prévoit de commencer ses travaux du réacteur Monju dès la fin 1982.

Aux contestataires d'être vigilants pour enrayer ce projet.

(Informations communiquées par le WISE)

AUSTRALIE

La Conférence australienne des syndicats (ACTU) a voté lors de son meeting exécutif du 12 mars pour le maintien de sa politique hostile à l'exploitation des mines d'uranium en Australie. Cette prise de position défendue depuis 1979 avait été récemment remise en question par des éléments plus conservateurs de l'exécutif de l'ACTU.

Se rendant compte des pressions visant à affaiblir leur politique, les syndicats des Etats de Queensland, de l'Australie du Sud et du territoire du Nord cherchent à consolider leur opposition aux mines. C'est dans cet esprit qu'ils ont créé un sous-comité pour conseiller le bureau d'étude travaillant sur la question. Les décisions prises par le sous-comité doivent être suivies par les différents syndicats, qu'ils représentent les débardeurs, les routiers ou tout autre travailleur concerné. Ce sous-comité cherche en outre à savoir si des syndicats d'autres pays seraient prêts à se joindre aux luttes des Australiens et plus particulièrement à les soutenir lors de l'intervention de l'armée en cas de grèves. Parmi les raisons qui avaient motivé, au mois de décembre 1981, l'exécutif à vouloir renoncer à sa politique hostile à l'uranium, il faut préciser que le gouvernement usait de pressions quelque peu menaçantes : il avait en effet adopté des mesures permettant de condamner les syndicats à des amendes de plusieurs milliers de dollars. C'était là le meilleur moyen pour les autorités de s'assurer de ne plus jamais connaître les événements des mois précédents où les syndicats du Darwin refusèrent de charger l'uranium et ceux du Queensland de transporter par bateau l'uranium. Dès à présent, le maintien de leur politique de refus assuré, les syndicats ont la garantie de pouvoir compter sur une meilleure direction et un soutien certain dans leur opposition en matière d'uranium. Cette attitude influencera probablement les projets du gouvernement quant à l'ouverture des gisements d'uranium de Koo-garra et de Jabiruka aux compagnies minières.

(Informations communiquées par WISE)

**UN SOUTIEN :
L'ABONNEMENT**

LETTERS DE GALLO

L E 5 mars 1886, un individu entre dans la Bourse et jette une sorte de bombe rudimentaire qui ne fit pas de dégâts. Son auteur, un anarchiste, Gallo, n'en fut pas moins condamné à 20 ans de travaux forcés. Déporté en Nouvelle-Calédonie, il fut condamné en août 1888 aux travaux forcés à perpétuité pour avoir blessé un gardien, et il mourut probablement au bagne (1).

Cet acte de « propagande par le fait » fut un des tout premiers attentats accomplis par les compagnons en France. Acte de protestation individuel, il s'inscrit dans la lignée des choix tactiques adoptés au congrès de Londres de 1881, au cours duquel on avait préconisé l'action illégale et la propagande par les actes comme étant les seuls moyens capables de mener à la révolution sociale. A son origine, cette « propagande par le fait » était perçue essentiellement comme une tactique insurrectionnelle, concertée ; mais les anarchistes, très fortement influencés par les actions spectaculaires que les nihilistes russes menaient en même temps, en firent une arme de terrorisme individuel. Au fond, ce choix correspondait aux exigences du mouvement pour l'anarchisme naissant, la seule réponse possible à une époque où, après l'écrasement de la Commune, la répression triomphait partout en Europe. Mais très vite, contrairement à une image tenace

très répandue parmi les écrivains de la bourgeoisie, les anarchistes, au lieu de se complaire dans cette attitude, cherchèrent très vite à sortir de ces impasses pour se mettre en accord avec l'action populaire de masse.

Au début de cette même année 1886, à Décazeville, s'étaient produites des émeutes populaires spontanées qui furent écrites très probablement à Kropotkine dans *Le Révolté* du 28 février 1886 : « Aujourd'hui, c'est le peuple qui, las d'attendre, descend dans la rue. L'ère des faits isolés s'en va. C'est le peuple qui parle et non les individus. Nous entrons dans la période des insurrections vraiment populaires qui précèdent toutes les grandes révolutions. Ce n'est plus l'individu ou le groupe qui agit. C'est la masse populaire qui se met en branle. »

Ce point de vue condamnait déjà l'utilité de la propagande par le fait. Il ne faut donc pas s'étonner si le geste de Gallo, « le sacrifice » que celui-ci faisait de sa vie, ne soulèvera pas l'enthousiasme chez tous les compagnons. Son geste, qui voulait hâter le mouvement d'émancipation sociale et la prise de conscience des exploités que les faits de Décazeville avaient mis à l'ordre du jour, sera perçu plutôt comme un retour en arrière. Toujours dans *Le Révolté*, Grave se limitera à signaler à l'occasion de cet attentat qu'un

« nommé Gallo, interrogé, aurait répondu qu'il était anarchiste » (2). Il se refusera par la suite à insérer dans son journal les « déclarations de Gallo devant ses juges » qui seront publiées à part par d'autres compagnons parisiens.

Triste destinée, donc, que celle de Gallo, dont pourtant les sentiments anarchistes, comme les extraits de lettres que nous publions le prouvent, ne seront point entamés par les années de bagne. Le témoignage que Gallo apporte sur ses motivations au moment de l'attentat et l'autocritique à laquelle il se livre, nous révèlent les sentiments profonds des compagnons, et nous éclairent sur la nature du « terrorisme anarchiste » de l'époque. Terrorisme découlant d'une analyse de la prise en compte des exigences de l'affrontement de classes en vue de hâter l'effondrement du régime bourgeois. Espoir naïf, surtout si nous le regardons rétrospectivement sans doute, mais espoir qui n'en a pas moins été vécu jusqu'au sacrifice de soi-même.

Manfredonia

(1) *Maitron* : Le Mouvement anarchiste en France, tome 1, page 211-212.

(2) *Le Révolté*, 15-28 mars 1886.

Aux camarades de Paris et à tous les anarchistes de langue française en général, et, en particulier, à ceux du comité de rédaction des *Temps nouveaux* :

Chers camarades, je crois pouvoir espérer que ceux d'entre vous qui, vers 1886, faisaient déjà partie des groupes parisiens ou étaient en correspondance un peu suivie avec eux, se souviennent encore de moi : ceux-là me connaissent, et je n'ai pas besoin de me recommander à eux, ni de leur faire l'apologie de mes écrits ou de mes actes, pas plus que de justifier ma conduite ou mon attitude générales. Ils n'ont pas oublié dans quelles circonstances je comparais devant la « justice » bourgeoise les 26 juin et 15 juillet de cette année 1886 pour répondre de « l'attentat de la Bourse » et des discours que, durant le mois qui avait précédé cet acte, j'avais tenus dans les réunions publiques et dans lesquelles j'étais accusé d'avoir prêché l'extermination des capitalistes avec la plus extrême violence, glorifié le meurtre du sieur Watrin, etc. Ils savent si j'ai fait alors mon devoir d'anarchiste convaincu et dévoué.

Je me proposais de faire disparaître (par un acte de révolte libre et individuel et, surtout, entièrement spontané mais cependant propre à résumer, à personnifier, à incarner dans un fait et d'une façon visible, évidente, la colère et l'indignation générales, à donner un corps aux protestations populaires et aux revendications des déshérités, des spoliés du régime social actuel), de faire disparaître, dis-je, les agitateurs, les tripoteurs d'affaires véreuses qui spéculent à la Bourse sur la misère publique qu'ils déterminent et entretiennent pour une large part, affamant le peuple pour enfler de plus en plus leurs portefeuilles. J'avais presque absolument échoué au point de vue matériel. En présence de cet échec dans les faits, j'avais tenu du moins à ce que mes actes eussent tout l'effet ou le retentissement utile, toute la portée morale dont ils étaient susceptibles. Alors, faisant abnégation complète de moi-même et des soucis de ma défense personnelle, je m'étais uniquement appliqué à faire comprendre de mon mieux à tous en vertu de quels principes j'avais agi et à justifier ces derniers d'une manière irréfutable. Dans ce but, je m'attachais donc à démontrer que mes actions et toutes celles du même genre qui s'étaient produites depuis un certain temps n'avaient pas été accomplies par des enthousiastes isolés, des exaltés ou des cerveaux mal équilibrés, pas plus que par des individus ambitieux de bruit et d'éclat, de célébrité à tout prix, mais au contraire par des socialistes tout à fait conscients, par des révolutionnaires parfaitement logiques et conséquents avec eux-mêmes.

Je faisais voir en outre quel était le dernier terme et l'aboutissement inévitable de l'évolution des théories socialistes et du développement intégral de leurs conséquences, aussi bien que la condition nécessaire de leur mise en pratique, l'agent le plus efficace et le plus puissant de leur réalisation.

Ce n'est pas, du reste, que je veuille soutenir encore aujourd'hui toutes les idées que j'avais émises à cette époque ni surtout maintenir à tout prix l'intégralité de la forme sous laquelle je les avais alors exprimées, comme presque tous ceux qui ont préconisé la propagande par le fait comme le mode essentiel et nécessaire de diffusion des idées libertaires et l'instru-

ment indispensable et pour ainsi dire unique de leurs réalisations pratiques. J'étais naturellement porté à m'exagérer l'importance du rôle qu'elle pouvait jouer dès lors dans le développement de l'idée nouvelle : je ne voyais peut-être pas assez nettement l'égalité nécessaire de l'emploi des autres moyens de répandre les théories anarchistes et de réagir par elles sur le milieu social. Pendant de longues années, j'ai été absorbé, ébloui et comme hypnotisé par ma croyance et mon attachement trop exclusifs à l'idée de la propagande par les actes, de la nécessité unique et immédiate de l'action violente.

Du reste, au cours de cette période de l'évolution et du développement de l'idée révolutionnaire, j'étais loin d'être le seul à me trouver dans cet état d'esprit tout spécial que je viens de signaler. Parmi les hommes de la génération qui a vu se réaliser enfin la conception définitive et complète de la société idéale et parfaite dans ses éléments les plus essentiels (l'égalité économique absolue et l'autonomie entière de la personnalité humaine, le développement libre et complet de chacun dans le sens de ses virtualités, de ses aptitudes particulières) et qui, dégagés par avance des préjugés les plus anti-sociaux et, en première ligne, de celui qui consiste à croire que la propriété individuelle est nécessaire, l'ont acceptée en premier, plusieurs ne pouvaient manquer d'être éblouis comme je l'ai été moi-même, enflammés qu'ils étaient d'un élan d'enthousiasme et d'admiration sans bornes.

Enfin, grâce aux théories relatives à l'action individuelle et à la propagande par le fait, chacun pouvait travailler de suite à réaliser cet idéal en agissant dans la plénitude de sa libre initiative, sans attendre de personne le mot d'ordre ou le signal d'agir.

De là à être intimement persuadé que toutes ces expériences, que tous ces désirs seraient réalisés bientôt, dans un laps de temps très court, et à se figurer qu'il suffirait du sacrifice volontaire et spontané de quelques individualités d'avant-garde qui donneraient l'exemple pour déterminer l'écroulement rapide du régime social inique et vieilli, suivi de près de l'instauration du monde nouveau, il n'y avait qu'un pas. Et ce pas fut franchi (...). L'erreur consistait essentiellement à croire la révolution sociale plus proche qu'elle ne l'était en réalité. Du reste, il est permis de supposer que cette erreur exigeait peut-être l'expérience acquise dans la suite par l'avortement relatif, l'insuccès au moins partiel de toutes les tentatives qui avaient été inspirées par cette disposition de l'esprit toute particulière. Nous n'avions pas non plus tenu un compte suffisant du principe que, pas plus dans le domaine des faits sociaux que dans le monde des phénomènes matériels, la nature ne procède point par saut (...). Presque tous donc, nous avons incliné à trop croire à l'efficacité constante et immédiate de l'emploi de la force ouverte en révolution ; nous étions portés plus ou moins à oublier que si la force matérielle, la violence, est excellente quand il ne s'agit que de s'attaquer aux classes dirigeantes elles-mêmes et surtout de renverser leur gouvernement, elle peut fréquemment rester sans effets sur l'inertie des masses inconscientes. Il n'est que trop vrai cependant que l'immobilisme de ces dernières peut paralyser l'élan de la minorité (souvent infime) qui a pleine conscience des formes à accomplir et des moyens indispensables

pour le faire. Pour nous tirer de cette erreur relative à la convenance de l'emploi de tel ou tel moyen de diffusion et de réalisation des théories anarchistes dans des circonstances données, et surtout à l'appréciation des temps, du degré d'avancement de l'évolution sociale, il n'a fallu rien de moins que l'expérience des faits jointe à une élucidation plus complète, à une meilleure et plus parfaite compréhension des idées socialistes et libertaires. Sans bien nous en rendre compte, nous avions admis qu'il suffisait de détruire un Etat social unique et injuste pour qu'il s'en produise un meilleur à sa place. Nous étions portés à croire qu'aussitôt la société bourgeoise et le régime capitaliste renversés, il s'ouvrirait immédiatement une période d'agitation révolutionnaire et de fermentation, de développement des idées nouvelles, de tâtonnements successifs et d'essais d'organisation sociale (...) par la force même des choses, nous étions persuadés que ce mouvement amènerait au bout de quelques années seulement la fondation et le développement d'un ordre social établi sur les bases essentielles du communisme libertaire ou anarchiste.

C'est sous l'empire de cette conviction que je suis allé à la Bourse de Paris au commencement du mois de mars 1886, bien résolu à faire le sacrifice de ma vie et disposé même à le faire avec joie, pourvu que j'eusse l'espoir de frapper la société bourgeoise dans un de ses rouages principaux. »

Gallo

LA VIE DE GALLO

C OMME celle de tous les prolétaires, l'existence de Gallo se résume en ces quelques mots : luttes et misères. Enfant d'une mère coupable, aux yeux des hommes ridicules qui se font les juges d'autres hommes, de ne pas avoir demandé l'autorisation de l'être, Gallo est né en 1859 à Palais, village de Belle-en-Mer, en Basse-Bretagne.

Après avoir été de bourg en bourg, de ville en ville, après de longs mois de misère, Gallo et sa mère arrivèrent à Angers. « Nous avons encore eu beaucoup de misère, écrit-il encore, je travaillais dans une filature de chanvre, appartenant à un nommé Max Richard, qui a été député de Maine-et-Loire ; je gagnais 1, 25 F par jour. »

N'ayant pas fréquenté l'école primaire communale à cause de la réprobation injuste et imméritée que l'irrégularité de sa naissance faisait peser sur lui, il dut voler, encore enfant, au repos indispensable pour réparer ses forces épuisées par douze heures de travail dans la filature, le temps nécessaire à son instruction.

Après un travail sans relâche, l'époque de l'examen pour l'obtention des bourses gratuites donnant droit à l'admission à l'École normale arriva et, sur sa demande, y fut présenté, il avait alors 17 ans. Il obtint la seconde place, mais, conséquence fatale de toute société hiérarchique et gouvernementale, il existait un règlement, règlement qui veut que les élèves admis comme boursiers dans les établissements d'instruction publique, telles que les écoles normales départementales, aient des parents honorables et l'on fit à Gallo un crime de sa naissance irrégulière...

Plusieurs fois encore, victime d'injustices, sans ressources, il fabriqua de la fausse monnaie qu'il eut peur, dès les premiers jours, de mettre en circulation.

Voilà d'ailleurs comment il s'exprime à ce sujet : « C'est moi-même qui me suis constitué prisonnier. A cette époque (1879), j'avais encore la naïveté de croire à la justice bourgeoise. Comme je n'étais moralement pas coupable, j'espérais être acquitté. Dans ce temps-là, du reste, je n'en étais encore qu'au collectivisme d'Etat ; c'est pendant ma détention que les idées anarchistes ont germé dans ma tête, en voyant les beautés de l'arbitraire de l'autorité absolue, et, en réfléchissant aux idées et aux moyens d'action des nihilistes. Quand je suis sorti de prison, j'ai été tout surpris d'apprendre qu'il existait une école socialiste qui professait juste ce que j'avais pensé, durant ma détention, quant à la suppression de l'autorité, et je me suis aussitôt rallié à elle. »

Le Printemps de Bourges

POUR tous les amateurs de chanson, le Festival de Bourges est synonyme de qualité. On s'attend à y trouver un endroit différent, une oasis dans les hit-parades où la réflexion sur le phénomène chanson est encouragée, le tout baignant dans un climat de fête... C'est plein de toutes ces illusions que j'avais fait le déplacement.

Sur place, la réalité est toute autre et force est de constater que ce festival devient de plus en plus une institution (désormais subventionnée par le ministère de la Culture) dont le but est avant tout de promouvoir une certaine chanson qui, même si elle est de qualité, n'en reste pas moins un produit comme un autre pour les maisons de disques.

Ainsi, si les artistes confirmés foisonnent (Cabrel, Lalanne, Vi-gneault, Montand, etc.) et s'ils peuvent s'exprimer dans de remarquables conditions (à l'intérieur d'un chapiteau de 5 000 places), les débutants ou méconnus, eux, passeront dans des endroits pouvant accueillir un minimum de public, avec une sono de piètre qualité. Pas mal de ces jeunes repartent d'ailleurs forts amers, bien persuadés d'avoir seulement servi de caution aux stars qui se produisent à Bourges — bien sûr quelques-uns seront malgré tout remarqués, c'est que le marché du show-biz réclame sans cesse de nouvelles têtes.

Quant aux spectacles de rue, ils se comptent sur les doigts de la main ; ce qui, la plupart du temps, fait garder à la ville sa morosité habituelle. Quand il aurait été si facile de retenir quelques « grands » de moins (qui ont bien d'autres occasions de se montrer) et d'utiliser leurs cachets faramineux pour inviter d'autres personnes capables d'animer la rue ; ce qui aurait l'avantage de faire un festival plus populaire, car la population berruyère semble peu associée : à 40 francs le spectacle, vu leur grand nombre, le Printemps n'est d'ailleurs pas fait pour toutes les bourses.

Ajoutons à ce sujet que les organisateurs n'ont retenu qu'une cinquantaine de méconnus sur les quelques 400 qui avaient envoyé des cassettes. Comme quoi le choix est sans ambiguïté : cantonner le spectacle à une simple relation entre un public simplement consommateur de l'expression de quelques « êtres à part » : les artistes.

Tout n'est pourtant pas négatif, loin de là. Ce festival permet de découvrir des gens bourrés de talent. Citons les Blague-Bolle, trois Marseillais à la fois clowns, acrobates, musiciens ; à se tordre de rire, rien à voir avec les éternelles tartes à la crème de la Piste aux Etoiles qui nous avait fâchés avec les clowns.

Michel Sohier aussi, un drôle de bonhomme à l'humour féroce qui égratigne bien des gens se prenant pourtant pour indispensables.

Les sketches d'Alex Métayer qui verraient plus d'un se glisser honteusement sous leur siège si nous n'avions pas toujours tendance à croire que ce sont les voisins qui sont visés.

Ferré, enfin, resplendissant, qui nous a gratifiés d'un concert inoubliable de près de trois heures.

N'oublions pas surtout les deux p'tits frères de Gaston Couté : John Guez, bien connu des Parisiens pour animer fréquemment le devant de Beaubourg, une sorte d'épouvantail qui s'agit, égrenne des mots et des confetti pour les enfants et les gueux, les passants s'agitent aussi, se retrouvent acteurs ; la rue devient magique ;

Jean-Marc le Bihan, l'empêcheur de tourner en rond, celui qui préfère, pour chanter ses chants d'amour et de révolte, les carrefours aux salles confortables, celui qui se permet de refuser un contrat que lui proposait RCA, celui qui réclame que les organisateurs rendent publics les cachets de chacun et qu'ils payent également tout participant au festival... mais de celui-là, je vous reparlerai dans un prochain *Monde libertaire*.

Et finalement, c'est justement quand le masque tombe que le Printemps de Bourges prend tout son intérêt.

Aussi, « Y'a d'la chanson dans l'air », la célèbre émission-radio de France-Inter était animée, chaque soir de Bourges, par Jean-Louis Foulquier. Ce qui, pour un simple auditeur, semble être une émission où règne une totale liberté d'expression, se révèle être une parodie où la parole est anesthésiée. J'ai rencontré différents personnages ne mâchant pas leurs mots, avec un sens critique certain ; les mêmes devant le micro ne sortiraient que banalités et seront tout sourire. D'un côté, l'auto-censure du chanteur qui pense à sa carrière, de l'autre, l'habileté du vieux renard Foulquier sachant poser les questions qu'il faut, en évitant d'autres, lancer un disque au bon moment. Résultat : il ne se dit plus rien !

Heureusement, beaucoup de monde se pose de plus en plus de questions, tout ne tourne pas très rond ; alors des langues se délient. Savez-vous d'un chanteur ne reçoit que 2 ou 5 francs sur un 33 tours vendu ? Le reste — la plus grande part d'ailleurs (mis à part la TVA et la part du disquaire) — retourne à la maison de disques. Prenons le cas de RCA par exemple : RCA est une multinationale qui réinvestit ses bénéfices dans un puissant secteur armement, ou finance la campagne électorale de Reagan ! Ainsi lorsque vous achetez un disque de Julos Beaucarde ou d'Yves Simon pour leurs chansons antimilitaristes, votre argent servira à fabriquer des armes !

Autre chose : le chanteur qui signe un contrat (de 10 ans généralement) prend l'engagement d'enregistrer x chansons chaque année. Mais attention, enregistrement ne veut pas dire fabrication d'un disque et diffusion. Certains (comme Maurice Fanon) trouvent ainsi leurs créations bloquées avec impossibilité d'enregistrer autre part. Une fois le contrat arrivé à terme, ces chansons pourtant interdites resteront la propriété exclusive de la maison de disques.

Bref, toute une réalité méconnue où public et chanteurs sont bernés. A nous de la faire connaître et de mettre sur pied des alternatives offrant des possibilités de rupture avec ce véritable scandale qu'est le marché du disque.

Il y a enfin ces jeunes paumés qui débarquent, recherchant je ne sais quoi dans ce festival. Affaires au pied des scènes, ils respirent du trichol pendant que d'autres chantent ; toute la misère du monde...

Non, vraiment, le Printemps, c'est pas la fête pour tout le monde.

Jean-Michel
(Liaison FA de Noyon)



REVUE

LE FOU PARLE

S'IL existe des revues auxquelles on trouve mille et une bonnes raisons de s'intéresser, *Le Fou parle* fait partie de celles-là. Depuis cinq années maintenant, malgré un déficit financier qui met désormais son existence en péril, *Le Fou* continue d'animer ses feuillets du souffle libertaire qui est le sien depuis sa création. Mal distribué par les NMPP, oublié par le Centre national des lettres, à l'abri de la générosité des mécènes qui préfèrent à sa folle irrévérence les feuilles insipides de la presse nationale, *Le Fou* a besoin de nous. Loin des luttes partisans, *Le Fou* doit poursuivre son œuvre de désintoxication mentale. Gageons que l'aide des nombreux collaborateurs épisodiques est le meilleur atout dans ce combat de toute première nécessité.

Au sommaire du dernier numéro : l'individu Deilfeil de Ton, Raymond Guérin, André Laude, Philippe Soupault... Illustrations de Arslan, Sempé, Cardon, Topor...

Souhaitons que cet appel d'insoumission face à la médiocrité, à l'écrasement de l'original au profit du conformisme du pouvoir sera entendu pour que, contre vents et marées, *Le Fou* persiste à nous parler.

Erick

A GILLES : SALUT ET FRATERNITÉ

PENDANT des vacances en Haute-Savoie, il y a une quinzaine de jours, j'ai appris avec tristesse, par la radio suisse, le décès de notre vieil ami Gilles. Gilles, de son vrai nom Jean Villard, était — les anciens s'en souviendront — un chansonnier vaudois qui, avec son partenaire Julien, « Gilles et Julien » avant la guerre, lançait dans le public des chansons d'avant-garde quelque peu insolites à l'époque.

Venu tenter sa chance à Paris, il tâta du théâtre derrière le grand Jacques Copeau. En 1932, il se lança dans la chanson et tonna jusqu'à la guerre sa haine de la finance, de l'armée, de l'exploitation sociale. Il me revient à la mémoire la voix chaude de notre bon copain Léon Noël, lui aussi disparu trop tôt, clamant dans nos fêtes *Vingt ans* de Gilles :

Le peuple gronde sourdement / Pour le calmer des boniments ! / On inaugure des monuments / On lui fout de beaux enterrements / Gloire et fric ! honneur et patrie ! / Marchand d'mé-

daill's et d'orviétan / Les goss's derrière, les morts devant / Nom de Dieu ! si c'est ça la vie / Mesdams, messieurs, mes chers parents / La vie ne nous fait pas envie / Fallait nous laisser dans l'néant !

Après la guerre, Gilles remonta un numéro, son cabaret avenue de Dieu ! si c'est ça la vie / Mesdams, messieurs, mes chers parents / La vie ne nous fait pas envie / Fallait nous laisser dans l'néant !

Après la guerre, Gilles remonta un numéro, son cabaret avenue de Dieu ! si c'est ça la vie / Mesdams, messieurs, mes chers parents / La vie ne nous fait pas envie / Fallait nous laisser dans l'néant !

Nous nous devons de saluer la mémoire de ce grand artiste, grand humaniste, fin lettré, qui a si fortement marqué de son empreinte le long chemin de la chanson de lutte et de progrès.

J.-F. Stas

LIVRES EN VENTE À PUBLICO

<i>L'autogestion, c'est pas de la tarte</i> , Mermoz	50 F
<i>Le Compagnon du tour de France</i> , G. Sand	67 F
<i>La Sécurité sociale toujours en chantier</i> , Dumont	66 F
<i>Un crayon de combat</i> , A. Delannoy (introduction de Poullaille)	32 F

Invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 21 avril : Jean Lévy parlera de l'école autrement.
- Jeudi 22 avril : Philippe Sers traitera du dadaïsme.
- Vendredi 23 avril : *Paroles et Musique*, sur le thème de la chanson vivante.
- Lundi 26 avril : Madeleine Reberieux parlera de « la nouvelle droite ».
- Mercredi 28 avril : Kriss parlera de son livre *Sur un air de poisson volant*.
- Jeudi 29 avril : les origines du Premier Mai.
- Vendredi 30 avril : J.-C. Friermuth : « L'expression populaire pendant la Commune ».

FOIN du lyrisme de pacotille que déploient la presse et les médias, parsemant de roses fanées le chemin de Mitterrand s'en allant mendigoter en Extrême-Orient quelques contrats destinés à régulariser notre balance commerciale qui penche dangereusement du côté où elle risque de tomber. Démarche classique, et le président ne fait rien d'autre que de mettre ses pas dans ceux qu'avant lui d'autres chefs d'Etat ont laissés au cours des luttes au couteau que se livrent les économies capitalistes concurrentes pour écrémer un marché qui se rétrécit comme une peau de chagrin. Mais, que le Japon soit aujourd'hui le gibier à qui chacun jette l'appât, mérite quelques réflexions qui ne peuvent que conforter le dernier numéro de notre journal tout entier consacré à la lutte contre le militarisme et la guerre !

La réussite économique du Japon est due à une situation qui fut également celle de l'Allemagne de l'Ouest au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les vainqueurs, en contraignant les deux pays vaincus à un désarmement total, les ont obligatoirement poussés à déployer leurs capacités techniques et industrielles sur un autre registre, celui de la production, dans lequel furent investis tous les génies de leur peuple, constituant ainsi une plage de départ sur laquelle s'est construite leur supériorité industrielle actuelle. On peut penser que si ces pays ne sont pas à leur tour gagnés par les démons de l'impérialisme militaire et nucléaire (ce dont ils semblent s'écarter, mais le pourront-ils, et pour combien de temps ?), leur supériorité économique ne peut que s'accroître ! Mieux que les impérialismes russe ou américain, ils seront le suprême espoir pour les économies de profit pour retarder l'échéance qui fut et qui est encore le lot de toutes les civilisations passées ou à venir. A condition bien sûr qu'ils cultivent la « poésie et le lyrisme » nationalistes, baumes que les sociétés industrielles passent sur les plaies que ces systèmes de classes infligent à leur population. A condition également qu'ils fassent mentir la formule fameuse de Jean Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. »

Au Japon, Mitterrand trouvera deux remèdes « provisoires » aux difficultés économiques du capitalisme français. Le premier consiste à jeter à la féraïlle tous les armements traditionnels ou nucléaires qui sont le fruit d'un travail « pour rien », tant qu'ils ne sont pas employés, et un travail suicidaire lorsqu'on a le projet de s'en servir. Le second le conduirait à abaisser le prix de revient des objets fabriqués en France, et par conséquent à les rendre plus compétitifs sur le marché international, à diminuer les salaires ou plutôt — avec la bénédiction des « bons » syndicats qui savent bien que « tout n'est pas possible » — à les bloquer à leur taux actuel ce qui, compte-tenu de l'inflation galopante, reviendrait au même, mais que les salariés n'accepteraient certainement pas... tout au moins pour le moment ! Ce sont là les deux seules leçons « négatives » que Mitterrand peut tirer de la prospérité japonaise, fruit d'une guerre perdue, des conditions d'exploitation des travailleurs et d'une philosophie générale de l'histoire différente de la nôtre.

Pourtant, cette quête à laquelle se livre Mitterrand, là-bas ou autre part, pour soutenir l'économie de marché en quémandant des contrats, on la comprend. Un an s'est écoulé depuis les élections et les illusions d'un socialisme à bâtir avec les structures du système capitaliste se sont envolées. Le vocabulaire est resté le même, mais les réalités qu'imposent le régime capitaliste sont têtues, et déjà se dessine l'adaptation du socialisme parlementaire aux impératifs de la société de classes. Pour avoir oublié que le mécanisme du système forme un tout, notre gou-

vernement de gauche se voit obligé d'aller au charbon, pour maintenir un système économique que sa vocation lui commandait de détruire !

Monsieur Gattaz, le nouveau patron du CNPF, est allé à l'Elysée pleurnicher sur la grande misère du patronat français, et Mitterrand a cédé ! L'argent des contribuables va couler dans la cassette des chefs d'entreprises. On se serait attendu à ce que le gouvernement procède, avant de se laisser attendrir, à une enquête sur l'état des fortunes françaises qui sont parmi les plus importantes de l'Europe. Certes, il y a des faillites, mais pas plus que sous le règne de Giscard, et elles sont le fruit de la crise économique. Aucun gouvernement, de droite comme de gauche, n'y mettra fin dans le cadre du système, car c'est le revenu national qu'il faut distribuer autrement. Les 39 heures ont servi au patronat

d'opinion et même par la rue, comme ce fut le cas en 1934 !

Mais céder sur l'économie, pierre angulaire de la société en place, oblige à céder sur tout le reste : la politique, les structures, le comportement ! A céder aux exigences de M. Guillaume, ce paysan « pauvre » qui exploite 180 hectares, alors que la moyenne nationale se situe entre 30 et 50 hectares ; à céder à la petite bourgeoisie, clientèle de Peyrefitte, qui exige que nos flics transforment nos rues en western — ce que vient de faire Defferre le gâteux ; à céder sur les structures en repoussant l'application « réelle » de la loi sur la décentralisation à trois ans ; à céder devant la droite parlementaire qui exige la pause ; à céder devant la presse dont la campagne féroce contre la gauche ne trouve aucune contre-partie d'un Parti socialiste châtré par l'équipe Mitterrand, Mauroy ;

réaction de ces mêmes devant cette proposition faite aux flics de tirer à vue après, c'est vrai, des sommations qui, généralement — ainsi qu'un procès récent nous l'a montré — sont faites « après » ! Cette politique, la droite va continuer à la laisser pratiquer le temps nécessaire pour qu'exécédée par les conneries des dirigeants socialistes, la rue les balaye, et avec eux, pour de nombreuses années, la crédibilité d'une transformation sociale radicale. Et c'est à partir de ces constatations qu'on peut dire que ce socialisme de gouvernement est contre-révolutionnaire, ce qui fut le cas de tous les réformistes de l'histoire, et qu'on peut constater que ce socialisme de gouvernement ne déconsidère pas que lui-même — ce qui serait un moindre mal — mais toute cette idée générale du socialisme qu'il est sensé, bien à tort, représenter.

Naturellement, ça et là, les syndicats ont protesté. A mi-voix ! Des grèves ont éclaté, grèves de rattrapage comme celle qui vient de se dérouler chez Renault, grèves qui ont eu le tort de venir dix mois trop tard pour pousser la gauche vers un seuil que le système aurait eût du mal à effacer. Enchantés de constater la timidité du gouvernement socialiste, les coupe-jarrets de la droite parlementaire s'en sont donné à cœur joie, sans qu'il se trouve à gauche des hommes capables de leur tenir le langage qui s'impose. Marchais soi-même semble atteint par une extinction de voix ! Il est vrai qu'au cours de la dernière réunion des dirigeants socialistes, les propos de Joxe, comme ceux de Quiles, avaient été considérés par les « honnêtes gens » comme indécents, et le président lui-même, hissé sur sa force tranquille, avait fait connaître sa réprobation devant un tel langage qui fut, je le rappelle, celui de Vaillant, de Guesde, d'Allemane, des personnages qui, autant que Mitterrand, auraient bien le droit de se réclamer du socialisme !

Une fois de plus, la démonstration est faite de l'impuissance du socialisme parlementaire à transformer la société, de sa naïveté, de sa fragilité, de sa roulerdisse à nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Mitterrand, parti au Japon brasser du vent devant une classe industrielle féroce, Mauroy couché devant les exigences de Gattaz, Defferre à plat ventre devant ses flics, Lajoignie pleurnichant devant les erreurs d'un ministère auquel son parti collabore, tout cela a une odeur de fin de race, de fin de société, de bas Empire !

Les sociétés crèvent de leurs vices. Les forces qui de l'intérieur les rongent accélèrent leurs décadences. Nos socialistes veulent le bonheur du peuple dans une société dont la raison de vivre est d'exploiter ce peuple. En tripotant certains éléments de cette société lorsqu'ils sont au pouvoir, ils la déglinguent sans la transformer. Aujourd'hui, ils en sont où en était Blum en 1938. Leur expression favorite est celle de tous les ronds de cuir : « Pas de vagues », restons calmes et dans une quarantaine d'années vous aurez le droit au cadre social que le parti vous mitonne.

Ils sont à la fois attendrissants et ridicules comme ces gros nounours que nous montrent les livres ou les films de la préhistoire. Ils sont le passé ! Leur rôle historique consiste à accompagner la décadence d'une société avec laquelle ils disparaîtront. Collés depuis des temps lointains à la démocratie parlementaire, ils forment un vieux couple qui a épuisé tous les vices de l'existence et qui, désabusé, essaie une fois encore de faire l'amour, mais le cœur n'y est plus !

Oui, ils sont le passé, et toutes leurs savantes dissertations s'envoleront lorsque l'heure de la barricade sonnera au carillon de l'histoire !

Maurice JOYEUX



pour augmenter sa productivité plutôt que pour embaucher du personnel. Le chômage stagne avant de reprendre sa marche en avant. Les patrons s'apprennent à rejeter à la charge du budget une partie des cotisations sociales ce qui, grâce à une politique d'aménagement plutôt qu'à une politique d'embauche, lui permettra de grossir encore sa cagnotte, en vue des temps difficiles !

La classe dirigeante économique et politique joue ouvertement la crise, avec comme conclusion la chute du pouvoir de la gauche, d'ailleurs annoncée sans pudeur par Chirac et ses acolytes. Tout ce que Gattaz arrache à un gouvernement faible et sans ressort permettra à l'économie capitaliste de prendre un nouveau départ lorsque Mitterrand, Mauroy et compagnie auront été balayés, non pas par des élections, mais comme en 1928, en 1934, en 1938, par des mouvements

à céder sur tout, partout ! Et nous avons vu Delors, cet ancien syndicaliste qui, depuis, c'est vrai, a navigué dans toutes les eaux, pratiquer le chantage à un gouvernement de droite, simplement parce que des syndicats prétendaient faire leur travail qui est la défense des intérêts des travailleurs.

Nous sommes juste à cet instant où, géant un système capitaliste, la gauche fait une politique de droite et où celle-ci laisse faire car elle sait bien que cette gauche, prise à la gorge par les problèmes, exigera du peuple des sacrifices pour la patrie, pour le progrès, pour le redressement qu'elle aurait été elle-même dans l'impossibilité d'imposer.

Imaginez un peu la réaction de la population et des partis sous un gouvernement de droite devant le cadeau de douze milliards que la gauche vient de faire au patronat ; imaginez un peu la